

**2024, ANNÉE DU
80^E ANNIVERSAIRE
DE LA
LIBÉRATION**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1390-1391-1392-1^{er} trimestre 2024

DÉBUT 1944 : RENFORCEMENT DE LA RÉPRESSION



De g. à d. : Joseph Darnand, chef de la Milice, Combat aux Glières, Tom Morel, le lycéen Georges Geffroy, Pierre Brossolette

Fin 1943, la situation stratégique s'est fortement dégradée sur le théâtre de guerre européen pour les forces de l'Axe, avec des conséquences non seulement militaires mais aussi politiques dans les pays restant occupés.

À l'Est, les territoires soviétiques d'Ukraine et Biélorussie sont presque entièrement libérés par l'Armée rouge, dans les Balkans, les forces de Tito ont libéré en Yougoslavie de vastes territoires, l'Italie, où les Alliés ont débarqué en Sicile puis dans la «Botte», après avoir renversé le 25 juillet le régime fasciste de Mussolini, a signé le 3 septembre un armistice, rendu public le 8...

En France, où la Résistance s'est unie le 27 mai dans le Conseil National de la Résistance (C.N.R.), la Corse a été libérée en septembre-octobre par son insurrection avec le concours de forces françaises venues d'Alger et, sur le sol continental, le 11 novembre, les groupes de combat urbain de la Résistance et les maquis se sont multipliés, ceux de l'Ain ont défilé en armes le 11 novembre dans les rues d'Oyonnax. Fin décembre, les F.T.P.F. et l'A.S. forment les Forces Françaises de l'Intérieur, les F.F.I.

Face à cet essor des combats libérateurs, les

nazis, avec leurs alliés et supplétifs des régimes fascistes collaborateurs, vont multiplier les crimes, renforcer la répression.

En France, le régime pétainiste a mis en place depuis le 1^{er} février 1943 une structure fasciste militarisée destinée à la lutte contre la Résistance, la «Milice française», son chef, Joseph Darnand, lieutenant de la *Waffen-SS* depuis août, est nommé «Secrétaire général au maintien de l'ordre» le 1^{er} janvier 1944.

Dans les mois qui vont suivre, la «Milice» va s'«illustrer» (sic) par ses crimes contre les Résistants, les démocrates, les Juifs : dès le 10 janvier 1944, Victor Basch, âgé de 80 ans, Président de la Ligue des Droits de l'Homme, franc-maçon, est abattu avec sa femme âgée de 79 ans à Neyron par un commando d'une dizaine de miliciens commandés par le chef régional de la Milice de Lyon. D'autres assassinats semblables seront commis dans les mois qui suivront, notamment à l'été 1944, par la Milice : Jean Zay, ancien ministre, sera assassiné le 20 juin 1944 à Molles (Allier) par trois miliciens, dont le responsable de la sécurité à Vichy, Georges Mandel, lui aussi ancien ministre, le sera par des mili-

ciens en Forêt de Fontainebleau le 16 juillet 1944.

Les miliciens vont, avec d'autres forces répressives tels les G.M.R., apporter aussi leur concours aux occupants nazis, policiers et militaires, dans la répression contre la Résistance. Ce sera ainsi le cas de la mi-février à la fin mars en Haute-Savoie contre le maquis des Glières, dont le chef, le lieutenant Tom Morel, sera tué le 10 mars, avant l'assaut contre le maquis lancé le 26 mars. Les Miliciens mèneront du 16 au 24 avril une première attaque d'ampleur contre le maquis du Vercors.

La répression allemande avant le 6 juin va croître : le 1^{er} avril, les SS massacrent 86 civils à Ascq (Nord), les maquis de l'Ain et du Haut-Jura, sont attaqués par la Wehrmacht du 7 au 18 avril...

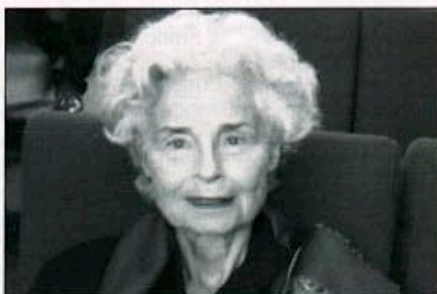
La répression nazie, ce sont aussi les 23 du «Groupe Manouchian» et les trois lycéens du Lycée le Braz de Saint-Brieuc – tel Georges Geffroy – fusillés au Mont-Valérien le 21 février, les Résistants arrêtés par la Gestapo qui seront aussi déportés en nombre, souvent atrocement torturés, comme le fut Pierre Brossolette, qui se suicida le 22 mars pour ne pas parler...

L'ANACR EN DEUIL CATHERINE MARTIN-ZAY

Membre du Comité d'honneur national de l'ANACR

Décédée le 28 décembre 2023 à 87 ans, Catherine Martin-Zay, née en 1936, était la fille aînée – sa sœur Hélène naîtra en 1940 – de Jean Zay, ministre radical-socialiste de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts du 4 juin 1936 au 10 septembre 1939, c'est-à-dire notamment dans les gouvernements de «Front populaire» ; il démissionnera en 1939 afin de rejoindre l'Armée, la France étant entrée en Guerre.

La défaite consommée en juin 1940, il s'embarquera avec 25 autres parlementaires sur le *Massilia* pour le Maroc afin de poursuivre la lutte. Arrêté par les Pétainistes, qui lui reprochent notamment ses origines juives et son engagement laïc du Front populaire, il sera condamné à la prison à vie. Le 20 juin 1944, trois miliciens l'extraieront de la prison de Riom pour l'assassiner dans un bois. Jean Zay sera Panthéonisé en 2015.



Ce drame marquera l'épouse et les deux filles de Jean Zay, qui poursuivront ses engagements humanistes et feront vivre la mémoire de son action.

Catherine ouvrit en 1964 à Orléans une librairie, «Les Temps modernes», qui sera aussi un lieu de débats avec des auteurs de sciences humaines et sociales, de littérature...

Chevalière de la Légion d'Honneur, Officière des Arts et des Lettres, elle avait rejoint le Comité d'honneur national de l'ANACR en 2000.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

P. 2 : Le Programme du CNR

P. 3 : Editorial

P. 4 à 7 : Panthéonisation de Missak Manouchian

P. 8 à 10 : Héroïnes et Héros de la Résistance

P. 11 à 12 : Le réseau Publican

P. 13 à 16 : Plougasnou, ville médaillée de la Résistance

P. 17 à 20 : Les Georgiens dans la Résistance française

P. 21 : Nos deuils

P. 22-23 : Avis de recherche

P. 24 : Les Livres

15 MARS 1944 : LA RÉSISTANCE UNIE PROPOSE UN PROGRAMME POUR LIBÉRER ET RÉNOVER LA FRANCE

Le 27 mai 1943, réunis à Paris 48 rue du Four, sous la présidence de Jean Moulin, membre et ministre du Comité National Français, et seul représentant du Général de Gaulle en France occupée, les représentants de huit importants mouvements de Résistance – cinq de zone Nord, le Front National, Libération-Nord, Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération, et l'Organisation civile et militaire, trois de zone Sud, Combat, Franc-Tireur et Libération-Sud – ainsi que de six partis Résistants, les partis Communiste, Socialiste, Radical, Démocrate-chrétien, Alliance démocratique et Fédération républicaine, de même que des deux centrales syndicales clandestines, la CGT et la CFTC, avaient tenu la première réunion du «Conseil National de la Résistance», le C.N.R.

Il avait fallu pour arriver à cette unité à Jean Moulin beaucoup d'efforts persévérants pour surmonter les différences de nature (mouvement, parti ou syndicat), de formes de Résistance (renseignement, propagande, filières d'évasion, groupes de combat urbains, maquis forestiers ou montagnards, etc.), les éventuelles rivalités organisationnelles ou individuelles, les orientations différentes quant au rythme de la lutte armée et projets pour l'avenir, pour après la Libération. L'unité de la Résistance réalisée par la création du CNR, et la perspective de la Libération de la France se rapprochant, la nécessité de réfléchir à son futur va s'imposer.

Des réflexions quant à cet avenir avaient été engagées séparément par diverses structures de la Résistance dès avant la formation du CNR

Ainsi à Lyon, autour d'André Philip, député socialiste du Rhône, l'un des «80» qui refusèrent les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, se forma un groupe de réflexion auquel participèrent des syndicalistes de la CGT et de la CFTC ainsi que des responsables de Mouvements de Résistance, tels Frenay (Combat) et d'Astier (Libération-Sud). A Montpellier, se constitua aussi un groupe de réflexion autour de René Courtin, professeur de l'université révoqué pour avoir refusé de prêter serment à Pétain, de Pierre-Henri Teitgen, professeur de droit public qui sera révoqué en 1942, et auquel participe l'historien Marc Bloch.

Ce bouillonnement d'idées – mais aussi sa propre réflexion – vont amener Jean Moulin, dans une lettre adressée à Londres en juin 1942, à préconiser la mise en place d'organismes qui sont parmi les premières étapes du processus qui conduira un an plus tard à la création du CNR. Ce sera notamment le «Comité des Experts», qui deviendra le Comité général des études (C.G.E. puis C.N.E.), avec Pierre-Henri Teitgen comme secrétaire et dont la première réunion se tiendra en juillet 1942 à Evian, sa vocation étant d'être, en France même, le Conseil politique du Comité Français de Libération Nationale (C.F.L.N.).

Ayant une démarche de rassemblement avant que n'aboutisse le processus conduisant à la création du CNR, citons l'appel constitutif du «Front National de lutte pour l'Indépendance de la France», publié en mai 1941, plus centré sur l'action immédiate, et en janvier 1943 le texte «Notre Programme», du «Comité d'Action Socialiste», l'une des composantes de la renaissance du Parti socialiste qui, reconstitué, publie en juillet 1943 un projet de «Programme commun à la Résistance»; ce même mois de juillet 1943, Émile Lafon (alias Lachaux) apporta depuis Londres un projet présentant des convergences avec le projet socialiste.

Le drame de l'arrestation – moins d'un mois après la création du CNR – de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943 et de son décès le 8 juillet suivant va ralentir sans l'interrompre la mise en place du CNR ; Georges Bidault en étant élu président en septembre suivant.

LE PROGRAMME EN CHANTIER

Ce mois de septembre 1943, la CGT – réunifiée depuis la signature le 17 avril 1943 des «Accords du Perreux» – publie son «Programme d'action d'après-guerre» et, en novembre suivant, le «Comité National des Études» (successeur du C.G.E.), désormais organisme du CNR, publie son Rapport sur la politique économique d'après-guerre.

Et enfin, le 2^e novembre 1943, lors de la 2^e réunion plénière du C.N.R. 86, rue de Gergovie à Paris, le «Front National... de la Résistance» (F.N.), l'un des principaux, présente à son tour, en accord avec le Parti communiste, un projet – rédigé par Pierre Villon – de *Charte de la Résistance*.

Le bureau du CNR, de cinq membres – au sein duquel Villon va jouer un rôle moteur – se réunira une à deux fois par semaine entre décembre 1943 et janvier 1944. En janvier 1944, il adoptera à l'unanimité une «Charte de la Résistance», proche du projet du F.N., où les réformes de l'après-Libération sont modifiées dans un sens légèrement plus «socialisant». Cette Charte de la Résistance est envoyée à tous les membres du CNR pour examen.

Un certain nombre de critiques ayant encore été exprimées, le bureau du CNR décidera de confier l'examen du texte au comité directeur des «Mouvements Unifiés de Résistance» (M.U.R.) de zone Sud, qui va solliciter l'avis de 3 autres mouvements non membres du CNR, «France au Combat», «Défense de la France» et «Résistance». Le 28 février 1944, sous le nom de «Programme d'action de la Résistance», le Projet est transmis à Londres par Bingén.

Il restera ensuite à faire approuver le texte par tous les membres du CNR. Les partis de droite et du centre le font assez vite, les socialistes – qui ont des divergences avec les communistes, portant notamment sur le développement de l'action immédiate, seront beaucoup plus longs à convaincre. Après d'ultimes ajustements dans la première quinzaine de mars, l'appel à l'action immédiate est très légèrement atténué et l'aspect social réformateur est accentué. Le texte final est adopté par le bureau du CNR le 15 mars 1944 et publié sous le titre «*Les Jours heureux*». Le Programme du CNR a deux parties :

La première est un «Plan d'action immédiate», destiné à unir et mobiliser toutes les forces de la Résistance, déclarant que «c'est seulement par l'organisation, l'intensification de la lutte menée par les forces armées, par les organisations constituées, par les masses que pourra être réalisée l'union véritable de toutes les forces patriotiques, pour la réalisation de la libération nationale inséparable, comme l'a dit le Général de Gaulle, de l'insurrection nationale». Le programme du CNR préconise aussi de «former dans les villes, les villages, les entreprises des comités enrôlant aussi les patriotes encore inorganisés, comités placés sous la direction des Comités Départementaux de la Libération» et ce afin de lutter contre la déportation, de développer la solidarité avec les emprisonnés et déportés, développer l'esprit de lutte effective, combattre pour la vie et la santé des Français par des pétitions, manifestations, grèves et, bien sûr, renforcer les F.F.I., combattre dès maintenant l'ennemi en harcelant ses troupes, afin d'avancer l'heure de la libération du Territoire national.

La deuxième partie du Programme s'intitule «Mesures à appliquer dès la Libération du Territoire». Certaines – tel le châtiement des traîtres, le dédommagement des sinistrés, les allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste – sont datées, mais beaucoup d'autres sont porteuses d'avenir, dessinant les contours d'une France non seulement libérée mais renouée démocratiquement, assurant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie, la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général, le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques, ainsi que la mise en place d'un plan complet de sécurité sociale, avec cogestion entre les bénéficiaires et l'État, «une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours».

Les gouvernements de la Libération, en premier lieu celui présidé par le général de Gaulle, vont mettre en œuvre nombre de mesures inspirées du Programme du CNR, ainsi : 26 août et 30 septembre 1944, organisation de la presse, interdiction des concentrations ; 13 décembre : institution nationalisée des Houillères du Nord-Pas-de-Calais, 30 décembre 1944 : relèvement des cotisations de sécurité sociale ; 16 janvier 1945 : nationalisation des Usines Renault, 22 février 1945, institution des comités d'entreprise ; 4 octobre 1945 : ordonnance de base de la Sécurité sociale ; 2 décembre 1945 : nationalisation de la Banque de France et de quatre grandes banques de dépôt ; 28 mars 1946 : vote de la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ; 26 avril 1946 : généralisation de la Sécurité sociale, incluant la Retraite des vieux ; 19 octobre : loi sur le statut de la fonction publique... D'autres encore...

1944 : ANNEE MAJEURE DE L'HISTOIRE DE NOTRE PAYS

Pour mesurer l'importance de la place prise dans notre mémoire collective par l'année 1944, dont nous allons célébrer dès ce début 2024 et jusqu'à son terme en décembre prochain le 80^e anniversaire, année mémorielle d'ampleur nationale associée aux débarquements de Normandie et de Provence, mais aussi se démultipliant dans toutes les régions de France car s'y dérouleront des cérémonies rappelant leur libération, il faut avoir à l'esprit que celle-ci interviendra après quatre années durant lesquelles notre pays, après avoir subi le traumatisme de la défaite de juin 1940, avait dû endurer l'humiliation de l'Occupation nazie, prédatrice et meurtrière, qui, hélas, reçut le concours de Français y collaborant.

Ces quatre années furent, à partir de l'été 1940, celles du dépeçage de la France, avec dans un premier temps 60 % du sol national devenant une «zone occupée» par la Wehrmacht y faisant sa loi, avant que suite au débarquement allié en Afrique du nord le 8 novembre 1942 elle n'envahisse le reste, l'ex-zone sud dite «libre» ; ce dépeçage fut aggravé par l'annexion au Reich des départements d'Alsace et de Moselle, par le rattachement de ceux du Nord et du Pas-de-Calais au Haut-Commandement allemand de Bruxelles en Belgique elle aussi occupée. L'Italie fasciste, avant son effondrement en 1943, se joignant un temps en Provence, dans le Dauphiné et en Corse à cette démarche expansionniste.

Elles furent aussi des années durant lesquelles plusieurs décennies – voire même siècles – de conquêtes démocratiques et sociales, de progrès des valeurs humanistes dans les rapports personnels et sociaux vont être systématiquement remis en cause par l'administration pétainiste, collaborant avec l'occupant nazi : suppression des libertés d'expression, de réunion et de manifestation, de formations de partis politiques et syndicats libres, du droit de grève, des élections démocratiques, de la liberté de la presse, de la laïcité et de la séparation de l'église et de l'Etat, etc.

Et ce furent des années de dure répression contre les démocrates, avec l'emprisonnement des opposants politiques au régime de l'«État français» ; lequel collabora avec l'occupant nazi dans la lutte contre les Résistants et dans les persécutions antisémites : cette «collaboration» conduisit près de 70 000 Résistants dans les camps de concentration nazis, plusieurs milliers de Résistants étant fusillés en France, ainsi que près de 76 000 Juifs, hommes, femmes et enfants dans les camps de la mort.

Mais, ces années furent aussi celles durant lesquelles, mois après mois, en nombre croissant, dans la diversité de leurs régions, de leurs situations sociales, de leurs options philosophiques, de leurs opinions politiques démocratiques, de leurs croyances ou absence de croyance, et malgré la répression, des femmes et des hommes mu(e)s par esprit démocratique, humanistes et patriotique se levèrent et s'organisèrent dans des mouvements, réseaux, partis et syndicats clandestins qui menèrent des actions de propagande mirent en place des filières d'évasion, formèrent des groupes de combat et des maquis contre le régime pétainiste et les occupants nazis. Mouvements, partis et syndicats qui s'unirent le 27 mai 1943 dans le Conseil National de la Résistance qui se plaça, aux côtés des Français libres, sous l'autorité du Général de Gaulle. À la fin 1943, en décembre, les structures militaires (Armée secrète, FTPF...) des mouvements de Résistance (Front national, Combat, Libération...), qui ont développé dans plusieurs régions des maquis, s'unirent dans les Forces Françaises de l'intérieur, les F.F.I.

Quand s'ouvre l'année 1944, près de 20 000 Résistants ont déjà rejoint les maquis qui se sont implantés pour beaucoup en 1943, notamment dans l'Ain et le Haut-Jura, le Massif alpin, le Massif Central, le Limousin, en Bretagne..., et qui vont s'étoffer pendant le premier semestre, tandis qu'en Angleterre des centaines de milliers d'hommes s'entraînent au débarquement. En France, le 15 mars 1944, les Résistants rassemblés dans le CNR publient dans la clandestinité «Les Jours heureux», c'est-à-dire un programme pour mobiliser toutes les forces pour hâter l'heure de la Libération, et proposant un ensemble de mesures dessinant les contours d'une France renouée.

«**L**a Libération nationale sera inséparable de l'Insurrection Nationale», avait déclaré le Général de Gaulle. Celle-ci va se généraliser à travers la France, y attaquant les Allemands, qui tentent de renforcer leurs troupes en Normandie face aux Alliés débarqués, elle va libérer avec eux, mais aussi souvent seule des Régions entières, notamment dans le Sud-Ouest. Paris sera libéré le 25 août, le général de Gaulle y entrera ce jour, il sera accueilli par une foule enthousiaste, le Gouvernement Provisoire de la République française s'y installera le 31 août. Et le GPRF va s'attacher à mettre en œuvre de premières mesures du programme du CNR ainsi qu'à assurer la poursuite du combat contre l'ennemi en retraite, la 2^e DB de l'Armée française entrera dans Strasbourg le 23 novembre. Le serment de Leclerc à Koufra est tenu.

La Libération en 1944, ce fut la libération de la Patrie, la fin des persécutions, la restauration des libertés publiques, l'espoir d'une vie quotidienne meilleure, une joie que pondérait le souvenir des drames d'Oradour, Tulle ou Ascq..., l'espérance du retour des déportés, l'attente de celui de plus d'un million de prisonniers en Allemagne, absents depuis quatre ans.

Pierre MARTIN, Anne-Marie MONTAUDON

PANTHEONISATION DE MISSAK MANOUCHIAN

LA CÉRÉMONIE ANNUELLE À IVRY-SUR-SEINE

L'ANACR, qui a rassemblé depuis sa création des Résistants de toutes origines, de tous mouvements, de tous courants de pensée et formes de lutte de la Résistance, se devait de faire en sorte que ne soit pas oublié le sacrifice de ceux qui, depuis 80 ans, sont en effet devenus sur le sol de France le symbole du combat fraternel et solidaire mené par les peuples contre le fascisme.

Un combat fraternel et solidaire, dont l'écho prend tout son sens en ces temps où le peuple français, notre pays, d'autres peuples, d'autres pays connaissent à nouveau le racisme, la xénophobie, les crimes de masse commis au nom d'idéologies totalitaires, obscurantistes, barbares.

20 de ces 23 Résistants regroupés il y a 78 ans par les nazis dans un soi-disant procès, qui reste l'un des plus iniques et cyniques que l'on ait connus, rassemblés par eux devant les fusils du peloton d'exécution le 21 février 1944 au Mont-Valérien, étaient des étrangers, de six nationalités différentes, immigrés dans notre pays. Seule femme du procès, Olga Bancic, elle aussi condamnée à mort, sera guillotinée à Stuttgart le 10 mai 1944.

Ces martyrs et héros de l'«Affiche rouge», que l'Histoire a appelé le «Groupe Manouchian-Bocsov», du nom de leurs principaux responsables, étaient – aux côtés de trois Français – huit Polonais, mais ce n'était pas un groupe polonais ; ils étaient cinq italiens, mais ce n'était pas un groupe italien ; ils étaient deux Roumains, mais ce n'était pas un groupe roumain ; deux Hongrois, mais ce n'était pas un groupe hongrois ; deux Arméniens, mais ce n'était pas un groupe arménien ; un espagnol, mais ce n'était pas un

groupe espagnol. Ils étaient des FTP-M.O.I., que rassemblait une profonde fraternité et solidarité internationaliste qui avait conduit certains d'entre eux en Espagne, aux côtés de la République espagnole, ils étaient motivés par l'antifascisme, l'aspiration à une société meilleure, ils avaient au cœur leurs Patries d'origine et leur Patrie d'adoption, la France, qu'ils voulaient libres.

Combattants étrangers de la Résistance française, ils avaient placé à leur tête – non en fonction de leur nationalité mais de leur expérience – les plus aguerris d'entre eux, Missak Manouchian et Josef Bocsov.

C'est pour leur rendre hommage à tous, et sans privilégier aucune origine nationale, ce qui aurait été contraire au sens même de leur combat, que l'Amicale des Anciens FTP, dont l'ANACR est la continuation et a été l'élargissement, a tenu – dès février 1945, alors que la guerre se poursuivait, – à associer le «Centre d'Action et de Défense des Immigrés», le CAD, lors de cette cérémonie d'hommage à la mémoire des 24 FTP-MOI commandés par Missak Manouchian, commissaire militaire des FTP-MOI de la Région parisienne depuis l'été 1943 ; ce qui fait justice d'un prétendu oubli des Résistants étrangers après la Libération.

Puis, le C.A.D.I. ayant été interdit par un arrêté du ministre de l'Intérieur le 25 novembre 1948 – la guerre froide avait commencé – l'Amicale des Anciens FTP puis ensuite l'ANACR associèrent à la cérémonie du souvenir du «Groupe Manouchian-Bocsov l'«Union Générale des Engagés Volontaires et Résistants d'origine Etrangère» (UGEVRE), qui succéda au C.A.D.I.

L'UGEVRE, regroupement fédérateur, ras-



À la Libération, en septembre 1944, au cimetière d'Ivry-sur-Seine, Arsène Tchakarian (au centre), survivant du Groupe Manouchian-Bocsov, rend un premier hommage public à ses camarades FTP-M.O.I. Jusqu'à sa disparition en 2018, il sera présent à la cérémonie annuelle organisée par l'ANACR en ces lieux.

sembla pendant plus de cinq décennies, des Résistants de nombreuses nationalités différentes. Peu à peu, au rythme des années s'écoulant inexorablement, l'UGEVRE se rétrécira au regard de sa réalité multinationale fondatrice, avant de s'éteindre, de fait, dans cette dimension historique plurinationale qui lui est consubstantielle.

Ainsi, depuis près de trois décennies c'est l'ANACR qui seule, avec le précieux concours de la municipalité d'Ivry-sur-Seine, organise, chaque année, le dimanche le plus proche du 21 février, date anniversaire du martyr en 1944 de Manouchian et de ses camarades, la cérémonie à leur mémoire.

Mais, cette année 2024, le 21 février, Manouchian et Mélinée, recevant l'hommage de la Nation, entreront au Panthéon, c'est donc le 7 février que l'hommage annuel leur fut rendu au cimetière d'Ivry.

LE 7 FÉVRIER 2024, DEVANT LE BUSTE DE MISSAK MANOUCHIAN...



M. Philippe Bouyssou, maire d'Ivry, entouré d'élus de la ville et du Val-de-Marne. Pierre Martin et Anne-Marie Montaudon, présidents nationaux de l'ANACR, déposent un coussin d'hommage au pied du buste de Manouchian, M. Bouyssou s'adresse à l'assistance, Sapho interprète le «Chant des Partisans», Jean-Paul Bedoin délivre le message de l'ANACR.

Le mercredi 7 février dernier, près d'une centaine de personnes se sont retrouvées au Cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine pour rendre, comme chaque année depuis la Libération, un ému hommage aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien et inhumés à Ivry, dont le martyr a été rendu célèbre par l'«Affiche rouge» ainsi que par le célèbre poème d'Aragon.

Cette date et ce jour étaient inhabituels, la cérémonie étant chaque année fixée le dimanche le plus près du 21 février, date anniversaire de l'exécution de Missak Manouchian et de ses camarades ; ce changement étant la conséquence de la Panthéonisation annoncée de Missak Manouchian ce 21 février 2024, impliquant le départ de sa dépouille accompagnée de celle de son épouse Mélinée du cimetière d'Ivry.

La cérémonie, placée sous la Présidence de Pierre Martin et Anne-Marie Montaudon,

présidents nationaux de l'ANACR, fut, en présence de M. Philippe Bouyssou, maire d'Ivry-sur-Seine, ouverte par Anne-Marie Montaudon, qui en retraça l'histoire et en souligna sa place dans le devoir de mémoire et la nécessaire transmission des valeurs de la Résistance.

On notait la présence du sénateur Pierre Ouzoulias, de plusieurs élus départementaux, municipaux, du colonel Tibor Deme, attaché de Défense et de l'air de Hongrie, de M. Carlo Siciliano, conseiller de l'Ambassade d'Italie, du colonel Gevorg Ghonian, attaché de Défense et de Serge Voskanyan secrétaire de l'ambassade d'Arménie, de Gilbert Robinet, secrétaire général adjoint de l'UFAC, de Jean Rol-Tanguy, Président du C.P.L., de Patrick Staat, secrétaire général de l'ARAC, de responsables de la FNDIRP, de l'UJRE, de l'ANACRA, de l'UFCF, de Libé PTT, de Patricia Bizari et de Christiane Tardif, Trésorières nationale et adjointe de l'ANACR, de Jean-Louis Cortot et Colette Pallarès, membres du Conseil national.

L'Appel des Morts, fait par Jacques Varin, secrétaire général de l'ANACR, et Pascal Frey, membre du Conseil national, fut, après la minute de silence, et l'interprétation du «Chant des partisans», suivi par l'intervention de M. Philippe Bouyssou, qui évoqua l'importance accordée par sa municipalité à la mémoire, soulignant la nécessité de poursuivre aujourd'hui la lutte pour les valeurs qui étaient celles des héros de l'«Affiche rouge».

Puis il y eut ensuite, initié avec celle de la municipalité d'Ivry et terminé avec celle de l'ANACR, le dépôt de nombreuses gerbes

La chanteuse Sapho interpréta avec la force de l'émotion «l'Affiche rouge».

Jacques Varin évoqua ensuite la participation des Géorgiens à la Résistance et à la France libre.

Jean-Paul Bedoin, secrétaire général adjoint, prononça l'intervention finale en rappelant le combat de l'ANACR, le sens profond de cette cérémonie, appelant tous les présents à être là l'an prochain. La Marseillaise termina la cérémonie.

PANTHEONISATION DE MISSAK MANOUCHIAN

CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES MARTYRS, VEILLÉE AU MONT VALÉRIEN



Le mardi 20 février au soir, veille de l'entrée le 21 février au Panthéon de Missak Manouchian, accompagné de son épouse Mélinée, a été organisée au Mémorial de la France Combattante, au Mont-Valérien, sous l'égide du Secrétariat d'Etat aux Anciens combattants et à la mémoire, et sous la présidence effective de Madame Patricia Mirallès, Secrétaire d'Etat, une cérémonie d'hommage à Manouchian et à tous ses camarades des FTP-M.O.I. qui furent fusillés en ces lieux le 21 février 1944, suivie d'une «Veillée mémorielle».

Son cercueil, recouvert d'un drapeau français, porté par 10 militaires en tenue d'apparat, emprunta le chemin de ses derniers moments, descendant de la chapelle à la Clairière des fusillés. Sur son passage, des jeunes du Lycée militaire d'Autun portaient des lanternes éclairant le chemin, tandis que d'autres, en tenant dans leurs mains les photos de Manouchian et de ses camarades, accompagnaient le cortège ayant à sa tête Mme Mirallès, et dans lequel avaient pris place des membres des familles des martyrs, des officiels civils et militaires.

Dans la clairière, où cinq faisceaux de lumière projetés vers le ciel à la verticale symbolisaient les cinq poteaux d'exécution du martyr du Groupe Manouchian, fut lue la dernière lettre de Missak Manouchian à son épouse Mélinée, puis il y eut l'Appel des Morts, avec à chacun des 24 noms égrené la présentation de son portrait par le – ou la – jeune le portant, la Sonnerie «Aux Morts», puis l'interprétation par le Chœur de l'Armée française de «La Marseillaise», suivie du «Chant des partisans».

Puis, le cercueil, toujours recouvert de tricolore, fut remonté jusqu'à la crypte interne du Mémorial, d'où il ressortira quelques instants plus tard, toujours porté par les militaires, pour être placé sous un chapiteau

sur l'esplanade du Mémorial, où avaient pris place des pelotons d'honneur, de l'Armée, de la Garde républicaine et de la Gendarmerie mobile, devant l'imposante croix de Lorraine, portant la phrase gravée du général de Gaulle «*Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance ne s'éteindra pas*», et la «Flamme de la Résistance», allumée il y a 64 ans par le Général de Gaulle lors de l'inauguration, du Mémorial, qui ne s'est jamais éteinte et que Madame Mirallès raviva.

Le Chœur de l'Armée française interpréta «La Marseillaise» et l'«Affiche rouge».

Puis se reliaient durant deux heures auprès du cercueil pour une garde d'honneur 96 personnalités, dont des membres du Gouvernement telles Mesdames Miralès et Prisca Thévenot, le chef d'état-major, le Gouverneur militaire de Paris, des élus tels le député Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, le sénateur Pierre Ouzoulias, Madame Anne Hidalgo, maire de Paris, des responsables d'Association tel Georges Duffau-Epstein, fils de Joseph Epstein, l'un des 24 martyrs honorés lors de cette panthéonisation, et Président de l'«Association pour le souvenir des fusillés du Mont-Valérien et d'Île-de-France».

L'ANACR était représentée à cette cérémonie du Mont-Valérien par Anne-Marie Montaudon, Présidente nationale.

Plus tard dans la soirée, des dizaines d'anonymes, assurant ainsi une Veillée mémorielle, viendront également rendre un hommage silencieux, sincère et émouvant, à ces héros de la Résistance.

La dépouille sera ensuite transférée dans la crypte du Mémorial, Missak Manouchian y reposera pour la nuit auprès des 17 Compagnons de la Libération qui y sont inhumés, avant de prendre le lendemain le chemin du Panthéon.

À TRAVERS LA FRANCE, DE MULTIPLES HOMMAGES AUX HEROS DE L'«AFFICHE ROUGE»...



À Paris, une exposition itinérante du Musée de la Résistance Nationale sur le Groupe Manouchian, en 12 panneaux, placée sur les grilles du Belvédère du Parc du Haut-Belleville, a été inaugurée le 8 Mai.

À Toulouse, le lundi 19 février, une table ronde a réuni à l'Espace Charles-de-Gaulle au siège du Conseil régional d'Occitanie, sous la présidence de Carole Delga, Présidente du Conseil régional, Pierre Ouzoulias, sénateur communiste, l'Ambassadrice Hasmik Tolmajian, Jean-Pierre Sakoun, Président d'Unité laïque, et le pianiste André Manoukian. Chacun des inter-

venants évoqua des aspects de la personnalité et du combat de Missak Manouchian, les valeurs pour lesquelles il donna sa vie et qui restent d'une profonde actualité.

Non loin de là, à Tarbes, le matin du 21 février s'est tenue devant le monument aux morts de la ville, à l'initiative du Comité des Hautes-Pyrénées de l'ANACR, une cérémonie d'hommage à Missak Manouchian, à Mélinée, aux FTP-M.O.I., en présence du maire Gérard Trémège, de la députée Sylvie Ferrer, des conseillers régionaux Philippe Baubay et Yolande Guinle, de Daniel Larregola, président départemental de l'ANACR, d'Hervé Charles, représentant du PCF.

À Lyon, un rassemblement s'est tenu le 21 février à 15h30 devant le Veilleur de Pierre, à l'angle de la rue Gasparin et de la Place Bellecour.

À Brest, une soixantaine de personnes se sont réunies le 21 février à 12h25 sous le passage Jean-Monnet pour rendre hommage à Manouchian.

À Chartres, le 21 février, le maire, Jean-Pierre Gorges, a déposé, en présence d'une cinquantaine de personnes, une gerbe devant le monument Jean-Moulin.

600 scolaires, particulièrement investis dans le travail de mémoire sur le combat de la Résistance, ont été invités à la veillée et à la cérémonie de Panthéonisation de Missak Manouchian, les 20 et 21 février. Ils venaient d'écoles, collèges et lycées, tels le lycée Nelson-Mandela (Paris-12^e), le lycée franco-arménien Hamaskine (Marseille), le collège Marc-Seignobos, de Chabeuil (Drôme), le collège Saint-Exupéry, de Vannes (Morbihan), l'école Lucie-Aubrac, de Saint-Domineuc (Ille-et-Vilaine), l'école des Frères Chappe, de Saint-Etienne (Loire), le Lycée Stéphane-Hessel, d'Épernay (Marne), Le Lycée Saint-Bernard de Troyes (Aube), le collège Jules-Verne du Mayet-de-Montagne (Allier), le collège Rachel-Salmona du Tréport (Seine-Maritime), le lycée Bernard-Palissy, de Saintes (Charente-Maritime), le collège Jean-Philippe Rameau, de Dijon (Côte d'Or). Le collège Jean-Moulin, de Barlin (Pas de Calais)...

PANTHEONISATION DE MISSAK MANOUCHIAN...



Discours du Président de la République lors de l'Hommage solennel de la Nation à Missak Manouchian.

Est-ce donc ainsi que les Hommes vivent

Des dernières heures, dans la clairière du Mont-Valérien, à cette Montagne Sainte-Geneviève, une odyssée du vingtième siècle s'achève, celle d'un destin de liberté qui, depuis Adyaman, survivant au génocide de 1915, de famille arménienne en famille kurde, trouvant refuge au Liban avant de rejoindre la France, décide de mourir pour notre Nation qui, pourtant, avait refusé de l'adopter pleinement.

Reconnaissance en ce jour d'un destin européen, du Caucase au Panthéon, et avec lui, de cette Internationale de la liberté et du courage. Oui, cette odyssée, celle de Manouchian et de tous ses compagnons d'armes, est aussi la nôtre, odyssée de la Liberté, et de sa part ineffaçable dans le cœur de notre Nation. Reconnaissance, en cette heure, de leur part de Résistance, six décennies après Jean Moulin.

Est-ce ainsi que les Hommes vivent ? Oui, s'ils sont libres. Libre, Missak Manouchian l'était, quand il gravissait la rue Soufflot, en fixant ce Panthéon qui l'accueille aujourd'hui. Libre, sur les bancs de la bibliothèque Sainte-Geneviève à quelques mètres d'ici, découvrant notre littérature et polissant ses idéaux. Libre avec Baudelaire, dans le vert paradis qui avait le goût de son enfance, dans une Arménie heureuse, celle des montagnes, des torrents et du soleil. Libre avec Verlaine, dont les fantômes saturniens croisaient les siens : son père, Kévork, tué les armes à la main par des soldats ottomans, sous ses yeux d'enfant, sa mère Vartouhi, morte de faim, de maladie, victimes du génocide des Arméniens, spectres qui vont hanter sa vie.

Libre avec Rimbaud, après une saison en enfer, souvenirs partagés avec son frère Garabed. Mais voici les illuminations, les Lumières, celle qu'un instituteur de l'orphelinat, au Liban, lui enseigna. Eveil à la langue et à la culture françaises. Libre avec Victor Hugo et la légende des siècles, gloire de sa libre patrie, la France, terre d'accueil pour les misérables, vers laquelle Missak l'apatride choisit à dix-huit ans de s'embarquer, ivre, écrivait-il «d'un grand rêve de liberté».

Lui, Missak, «maraudeur, étranger, malhabile» pour reprendre les mots d'un autre poète, combattant qui choisit la France, Guillaume Apollinaire. Etranger, orphelin, bientôt en deuil de son frère tombé malade, et pourtant à la tâche, ouvrier chez Citroën, quai de Javel, licencié soudain, tremblant parfois de froid et de faim.

Est-ce ainsi que les hommes vivent ? Ainsi, le soir après l'usine, Missak Manouchian étudie. Ainsi, sous les rayonnages de livres, Missak Manouchian traduit les poètes français en arménien. Ainsi écrit-il lui-même. Mots de mélancolie, de privations, brûlés du froid des hivers parisiens. Mots d'espoir aussi rendus plus chauds par la fraternité des exilés, par la solidarité de la diaspora arménienne, par le foisonnement d'art et de musique, des revues et des cours en Sorbonne.

Poète et révolté. Quand les ligues fascistes défilent en 1934 au cœur de Paris, Missak Manouchian voit revivre sous ses yeux le poison de l'ignorance et les mensonges raciaux qui précipitèrent en Arménie sa famille à la mort.

Est-ce ainsi que les hommes vivent ? Non. Alors, Missak Manouchian embrasse l'idéal communiste. Convaincu que jamais en France on n'a pu impunément séparer République et Révolution. Après 1789, après 1793, il rêve l'émancipation universelle pour les damnés de la terre. C'est ainsi que Missak Manouchian s'engage contre le fascisme, au sein de l'Internationale communiste, et bientôt à la tête d'une revue, Zangou, du nom d'une rivière d'Arménie. Espoir du Front Populaire, volonté d'entrer dans les Brigades Internationales pour l'Espagne, action militante.

C'est ainsi que Missak Manouchian trouve l'amour : Mélinée, enfant du génocide des Arméniens comme lui ; Mélinée, protégée par l'amitié de ses logeurs, les Aznavourian, parents de Charles, dix ans alors, déjà chanteur. L'amour, malgré le dénuement, ignorer le passé, conjuguer le futur, l'amour fou. Je vous parle d'un temps que ces gens de vingt ans, Missak et Mélinée, ont tant aimé connaître.

Libres en France, ce pays que Missak a choisi adolescent, qui lui a offert des mots pour rêver, un refuge pour se relever, une culture pour s'émanciper. Alors, Missak Manouchian hisse haut notre drapeau tricolore, lors des 150 ans de la Révolution, en 1939, quand il défile dans le stade de Montrouge. Alors, pour servir ce drapeau, Missak Manouchian demande par deux fois à devenir Français. En vain, car la France avait oublié sa vocation d'asile aux persécutés.

Alors, quand la guerre éclate, Missak Manouchian veut s'engager. Ivre de liberté, enivré de courage, enragé de défendre le pays qui lui a tout donné. « Tigre enchaîné », selon ses mots de poète, dans les prisons où le jettent la peur des étrangers, la peur des communistes, sous les miradors du camp allemand où il est détenu, en 1941, et où Mélinée vient contre tous les périls lui apporter des vivres.

...PANTHEONISATION DE MISSAK MANOUCHIAN

Est-ce ainsi que les hommes vivent ? Oui, au prix du choix délibéré, déterminé, répété de la liberté. Car dans Paris occupé, Missak Manouchian rejoint la résistance communiste, au sein de la main d'œuvre immigrée, la MOI. Il se voulait poète, il devient soldat de l'ombre, plongé dans l'enfer d'une vie clandestine, une vie vouée à faire de Paris un enfer pour les soldats allemands. Guerre psychologique pour signifier à l'occupant que les Français n'ont rien abdiqué de leur liberté. Encore, toujours, « ivre d'un grand rêve de liberté », Missak Manouchian prend tous les risques. Lui qui aime aimer se résout à tuer. Comme ce jour de mars 1943 où il lance une grenade dans les rangs d'un détachement allemand.

Est-ce ainsi que les hommes rêvent ? Oui, les armes à la main. Et d'autres sont là, à ses côtés, parce qu'ils sont chassés de la surface du monde et ont décidé de se battre pour le sol de la patrie. Parce que nombre d'entre eux sont Juifs, et que certains ont vu leurs proches déportés : Lejb Goldberg, Maurice Fingerweig, Marcel Rajman. Parce que la guerre a volé leurs écoles et leurs ateliers, dans ce Paris populaire et ouvrier où le français se mêle à l'italien ou au yiddish. Parce que les forces de haine ont volé leur passé, là-bas, en Arménie, tel Armenak Manoukian. Parce que ce sont les femmes qui veulent œuvrer pour l'avenir de l'Homme, comme Mélinée, comme la Roumaine Golda Bancic, comme tant d'autres, armes et bombes qu'elles acheminent sans soupçons, filatures qu'elles accomplissent sans trembler. Parce qu'ils sont une bande de copains, à la vie, à la mort.

À l'âge des serments invincibles, tels Thomas Elek et Wolf Wajsbrot, une belle équipe comme sur un terrain de football, panache de Rino della Negra, jeune espoir alors du Red Star. Parce qu'ils ont vu mourir la liberté dans l'Italie de leurs parents, comme Antoine Salvadori, Cesare Luccarini, Amedeo Usseglio, Spartaco Fontano. Parce qu'ils ont vu les hommes de fer s'emparer de la Pologne et persécuter les Juifs, comme Jonas Geduldig, Salomon Schapira et Szlama Grzywacz. Parce qu'ils sont pour beaucoup des anciens des Brigades Internationales en Espagne, pays de Celestino Alfonso. Pour qui sonne le glas ? Pour les Polonais Joseph Epstein et Stanislas Kubacki. Pour les Hongrois Joseph Boczov et Emeric Glasz, eux les experts en sabotage, aux fardeaux de dynamite. Parce qu'ils ont vingt ans, le temps d'apprendre à vivre, le temps d'apprendre à se battre. Ainsi de ces Français refusant le STO, Roger Rouxel, Roger Cloarec et Robert Witchitz.

Parce qu'ils sont communistes, ils ne connaissent rien d'autre que la fraternité humaine, enfants de la Révolution française, guetteurs de la Révolution universelle. Ces 24 noms sont ceux-là, que simplement je cite, mais avec eux tout le cortège des FTP-MOI trop longtemps confinés dans l'oubli.

Oui, parce qu'à prononcer leurs noms sont difficiles, parce qu'ils multiplient les déraillements de train et les attaques contre les nazis, parce que ces combattants sont parvenus à exécuter un haut dignitaire du Reich, les voilà plus traqués que jamais. Dans leurs pas, marchent les inspecteurs de la préfecture de police - la police qui collabore, la police de Bousquet, de Laval, de Pétain - et l'ombre des rafles grandit.

À l'automne 1943, devenu dirigeant militaire des FTP-MOI parisiens, Missak Manouchian le pressent : la fin approche. Pour alerter ses camarades, il se rend au rendez-vous fixé avec son supérieur Joseph Epstein, un matin de novembre. Missak Manouchian avait vu juste : lui et ses camarades sont pris, torturés, jugés dans un procès de propagande organisé par les nazis en février 1944.

Est-ce ainsi que les hommes vivent ? S'ils sont résolument libres, oui. À la barre du tribunal, ils endossent fièrement ce dont leurs juges nazis les accablent, leurs actes, leur communisme, leur vie de Juifs, d'étrangers, insolents, tranquilles, libres. « Vous avez hérité de la nationalité française » lance Missak Manouchian aux policiers collaborateurs. « Nous, nous l'avons méritée ».

Étrangers et nos frères pourtant, Français de préférence, Français d'espérance. Comme les pêcheurs de l'île de Sein, comme d'autres jeunes de seize ans, de vingt ans, de trente ans, comme les ombres des maquis de Corrèze, les combattants de Koufra ou les assiégés du Vercors. Français de naissance, Français d'espérance. Ceux qui croyaient au ciel, ceux qui n'y croyaient pas, ceux qui défendaient les Lumières et ne se dérobaient pas.

Est-ce ainsi que les hommes meurent ? Ce 21 février 1944, ceux-là affrontent la mort. Dans la clairière du Mont Valérien, Missak Manouchian a le cœur qui se fend. Le lendemain, c'est l'anniversaire de son mariage avec Mélinée. Ils n'auront pas d'enfants mais elle aura la vie devant elle. Il vient de tracer ses mots d'amour sur le papier, amour d'une femme jusqu'au don de l'avenir, amour de la France jusqu'au don de sa vie, amour des peuples jusqu'au don du pardon.

« Aujourd'hui, il y a du soleil ». Missak Manouchian est à ce point libre et confiant dans le genre humain qu'il n'est plus que volonté, volonté d'amour. Délivré du ressentiment, affranchi du désespoir, certain que le siècle lui rendra justice comme il le fait aujourd'hui, que ses bourreaux seront défaits et que l'humanité triomphera. Car qui meurt pour la liberté universelle a toujours raison devant l'Histoire.

Est-ce ainsi que les hommes meurent ? En tout cas les Hommes libres. En tout cas ces Français d'espérance. « Je ne suis qu'un soldat qui meurt pour la France. Je sais pourquoi je meurs et j'en suis très fier », écrira l'Espagnol Celestino Alfonso avant l'exécution. Et ce 21 février 1944, ce sont bien vingt-deux pactes de sang versé, scellés entre ces destins et la liberté de la France.

Pacte scellé par le sang du sacrifice. Un peu avant, avec la force que leur laissent les mois de torture, ils ont crié, « À bas les nazis, vive le peuple allemand ». Conduits aux poteaux, quatre par quatre, les yeux bandés sauf ceux qui le refusent, tombés, les corps déchiquetés, en six salves. Tombés, comme tombera, fusillé en avril au Mont-Valérien, Joseph Epstein, qui sous la torture ne donnera aucun nom, pas même le sien, démontrant jusqu'au bout son courage. Tombés, comme tombera, tranchée la tête de Golda Bancic, exécutée en mai à l'abri des regards dans une prison de Stuttgart.

Tombés, ils sont tombés et leurs bourreaux voulurent les exécuter à nouveau par la calomnie de la propagande, cette Affiche Rouge qui voulait exciter les peurs et ne fortifia que l'amour. Car les vrais patriotes reconurent dans ce rouge, le rouge du Tricolore. Rouge des premiers uniformes des soldats de Quatorze, rouge des matins de Valmy, rouge du sang versé pour la France sur lequel miroite toujours une larme de bleu, un éclat de blanc.

C'est ainsi que les hommes, par-delà la mort, survivent. Ils débordent l'existence par la mémoire. Par les vers d'Aragon, par les chansons, celle de Léo Ferré et tant d'autres. Mémoire portée fidèlement par Arsène Tchakarian, ancien des FTP-MOI ou par Antoine Bagdikian, l'un et l'autre dévoués à honorer d'un même élan la Résistance des Arméniens et la Résistance des Juifs en France, portée par tant de passeurs inlassables.

C'est ainsi que les hommes survivent. C'est ainsi que les Grands Hommes, en France, vivent pour l'éternité.

Entrent aujourd'hui au Panthéon vingt-quatre visages parmi ceux des FTP-MOI. Vingt-quatre visages parmi les centaines de combattants et otages, fusillés comme eux dans la clairière du Mont-Valérien, que j'ai décidé de tous reconnaître comme morts pour la France. Oui, la France de 2024 se devait d'honorer ceux qui furent vingt-quatre fois la France. Les honorer dans nos cœurs, dans notre recueillement, dans l'esprit des jeunes Français venus ici pour songer à cette autre jeunesse passée avant elle, étrangère, juive, communiste, résistante, jeunesse de France, gardienne d'une part de la noblesse du monde.

Missak Manouchian, vous entrez ici en soldat, avec vos camarades, ceux de l'Affiche, du Mont-Valérien, avec Golda, avec Joseph et avec tous vos frères d'armes morts pour la France. Vous rejoignez avec eux les Résistants au Panthéon. L'ordre de la nuit est désormais complet.

Missak Manouchian, vous entrez ici toujours ivre de vos rêves : l'Arménie délivrée du chagrin, l'Europe fraternelle, l'idéal communiste, la justice, la dignité, l'humanité, rêves français, rêves universels.

Missak Manouchian, vous entrez ici avec Mélinée. En poète qui dit l'amour heureux. Amour de la Liberté malgré les prisons, la torture et la mort ; amour de la France, malgré les refus, les trahisons ; amour des Hommes, de ceux qui sont morts et de ceux qui sont à naître.

Aujourd'hui, ce n'est plus le soleil d'hiver sur la colline ; il pleut sur Paris et la France, reconnaissante, vous accueille. Missak et Mélinée, destins d'Arménie et de France, amour enfin retrouvé. Missak, les vingt et trois, et avec eux tous les autres, enfin célébrés. L'amour et la liberté, pour l'éternité.

Vive la République. Vive la France.

Georgette ROSTAING

Georgette Louise Rostaing naquit le 7 novembre 1911 dans la famille de Joseph Rostaing, tonnelier aux entrepôts de Bercy, et de son épouse Georgette née Hunsiker, résidant 37 avenue Jules-Coutant¹ à Ivry-sur-Seine, elle aura deux frères, Pierre², né en 1923, et Edmond, né en 1925, partiellement handicapé.

Georgette Rostaing, ayant quitté l'école à 14 ans, travaillera avant-guerre dans une entreprise de transports à la gare de la Chapelle à Paris, Calberson, au sein de laquelle elle sera affectée à la direction du camionnage.

L'ENGAGEMENT À L'UJFF

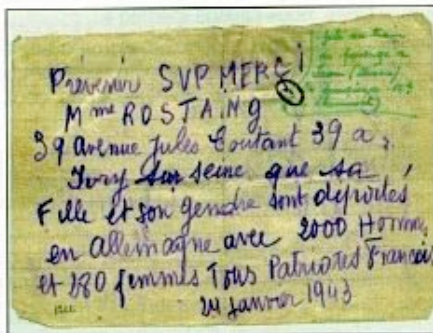
Georgette, qui en 1933 donnera naissance à sa fille Pierrette, va adhérer à l'«Union des Jeunes Filles de France»³ (UJFF) à sa création en décembre 1936, lors du Front populaire. Quand une grève éclate dans son entreprise, elle se solidarise avec les chauffeurs, mobilisant ses camarades du «foyer» d'Ivry de l'UJFF dont elle est devenue secrétaire, de même que de sa direction Paris-sud, pour organiser une fête à leur profit qui collectera 2 000 francs.

Parmi les nombreuses activités du foyer de l'UJFF d'Ivry, il y a la solidarité avec la République espagnole confrontée à l'insurrection franquiste, et Georgette Rostaing accompagnera en Espagne la délégation y convoyant les boîtes de lait condensé récoltées pour les enfants espagnols par son «foyer», lequel aura une activité intense, organisant pour les jeunes filles des fêtes, des sorties champêtres, en même temps qu'il diffuse l'antifascisme. Selon Charlotte Delbo⁴, alors militante de l'UJFF, Georgette Rostaing était «très connue et très populaire à Ivry».

L'Occupation nazie venue après la défaite et l'armistice de juin 1940, le Parti communiste, les Jeunesses communistes (J.C) et l'UJFF étant interdits depuis septembre 1939, elle organise des réunions clandestines avec son frère Pierre, militant des J.C. Celui-ci sera arrêté le 23 décembre 1941.

Ayant confié à partir de 1941 Pierrette à ses parents, contrainte en 1942 à la clandestinité, elle emménagera avec un ancien Conseiller municipal d'Ivry, Roger Buessard⁵, 11 rue Cail à Paris 10^e.

En liaison avec l'organisation communiste clandestine des femmes et avec les premiers FTP, elle sera arrêtée le 6 janvier 1943 avec Roger Buessard à leur domicile par les inspecteurs des Brigades spéciales, suite à une filature et à une dénonciation.



L'un des 11 messages lancés par Georgette Rostaing depuis le train de déportation.

Le 23 janvier, elle sera conduite au camp de Royallieu tandis que Roger Buessard rejoignait directement le train de déportation stationné en gare de Compiègne qui partira le 24 janvier : c'est le «Convoi des 31 000»⁶ – 230 femmes et 1 446 hommes – qui se sépara en deux à Halle, les hommes étant dirigés vers le KZL



d'Orianenbourg-Sachsenhausen, les femmes vers le KZL d'Auschwitz, où elles arrivèrent le 27 janvier.

Avec Georgette – témoignera Charlotte Delbo, l'une des 49 survivantes des 230 du «Convoi des 31 000» –, «sa bonne humeur, son rire, sont entrés avec elle à Birkenau... Elle chantait le soir. Dans ce block sombre, où mille femmes étaient entassées sur trois étages, cette voix qui s'élevait, grave, simple...»

«Georgette est morte en mars 1943 – Personne ne sait comment. Mars a été la période la plus dure pendant laquelle toutes étaient malades, si faibles que leur conscience était comme obscurcie...». Toutefois, le registre SS des décès au camp d'Auschwitz indique la date du 2 mai 1943, avec la mention «sepsis bei phlegmone».

Une rue porte son nom à Ivry-sur-Seine, où une plaque, 39 rue Danielle-Casanova, avec son nom et celui de son frère Pierre, évoque leur action résistante.

¹ Jules Coutant (ancien maire d'Ivry de 1908 à 1913), aujourd'hui la rue s'appelle Danielle-Casanova.

² Alors âgé de 18 ans, Pierre Rostaing, verrier, membre des Jeunesses communistes (J.C.) depuis l'âge de 15 ans, est intégré en novembre 1941 à leur organisation ivryenne reconstituée. Il est arrêté le 23 décembre 1941, incarcéré à la Santé et déferé le 9 mai 1942 devant le tribunal de 1^{re} instance ; lequel le renvoie devant la Section spéciale auprès de la Cour d'appel de Paris, qui le condamne le 12 juin 1942 à 5 ans d'emprisonnement. Après avoir été emprisonné successivement à Fresnes, Poissy, Melun, Châlons-sur-Marne et, le 24 avril à Compiègne, il sera déporté le 12 mai 1944 à Buchenwald, puis transféré à Dora et enfin Harzungen, où des gardiens SS l'exécuteront après une tentative d'évasion, probablement le 4 avril 1945. Son nom sera donné à la Libération à une rue d'Ivry.

³ L'«Union des Jeunes Filles de France», que dirige à sa création Danielle Casanova, Jeannette Vermeersch, Claudine Chomat et Marie-Claude Vaillant-Couturier,

est liée aux Jeunesses communistes. Elle est structurée en «foyers» de quartier, de localité, d'entreprise, d'école, elle a une activité politique, culturelle et sociale...

⁴ Née en 1913 à Vigneux, Charlotte Delbo était membre des Jeunesses communistes depuis 1932 et de l'UJFF depuis 1936. Elle avait épousé en 1934 le journaliste communiste Georges Dudach. Elle fut à partir de 1937 assistante de Louis Jouvet, qu'elle accompagnera dans une tournée de l'Athénée en Amérique au début de l'Occupation.

Revenue en France le 15 novembre 1941, elle rejoignit la Résistance. Le 2 mars 1942, elle sera arrêtée avec son mari Georges Dudach, qui sera fusillé le 23 mai 1942. Charlotte fut, par le même convoi que Danielle Casanova, Maïe Politzer, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Hélène Solomon, Germaine Pican et Georgette Rostaing, déportée à Auschwitz le 23 janvier 1943. Elle fut transférée le 7 janvier 1944 à Ravensbrück, d'où elle sera libérée le 23 avril 1945.

Après-guerre, elle travaillera de 1947 à 1960 à l'ONU à Genève comme traductrice, secrétaire, chargée de missions. Elle aura ensuite un emploi auprès du philosophe Henri Lefebvre. Ecrivaine, elle consacra de nombreux ouvrages à la mémoire de la déportation, et s'engagea contre la guerre d'Algérie... Elle décéda le 1^{er} mars 1985.

⁵ Artisan coiffeur, militant communiste, arrêté avec Georgette Rostaing le 6 janvier 1943, il fut incarcéré à Fresnes, puis livré aux Allemands qui le déportèrent à Sachsenhausen puis à Mauthausen, où il mourut le 22 avril 1945. Une rue d'Ivry porte son nom.

⁶ Elles reçurent à Auschwitz des matricules de 31625 à 31854 : Jacqueline Quatremaire : 31641, Raymonde Salez : 31645, Danielle Casanova : 31 655, Madeleine Dissoubay : 31660, Charlotte Delbo : 31661, Germaine Pican : 31679, Maï Politzer : 31680, Hélène Solomon : 31684, Marie-Claude Vaillant-Couturier : 31685, Marie-Elise Nordmann : 31687, Henriette Schmidt : 31699, Simone Sampaix : 31758, Georgette Rostaing : 31850...

CLAUDE LALET

Claude Lalet naquit le 29 février 1920 à Montmorency (Seine-et-Oise, actuel Val-d'Oise) dans la famille d'un rédacteur au ministère des Finances.

De 1930 à 1938, il fut élève au lycée parisien Rollin (actuel lycée Jacques-Decour). C'est dans ce lycée qu'il va rejoindre le groupe de lycéens antifascistes¹ formé au lendemain du «Congrès mondial des étudiants contre la Guerre et le fascisme», qui s'était tenu à Bruxelles en décembre 1934.

Et, le 18 février 1937, se tint à Paris Salle de la Mutualité un congrès de 300 lycéens antifascistes, préparatoire de fait à la formation d'une «Union des lycéens communistes», parallèlement à celle d'une «Union des Etudiants communistes» (U.E.C.), qui verra le jour au début de l'année universitaire 1938-1939, et dont la première conférence nationale aura lieu les 1^{er} et 2 avril 1939. L'UEC publie *La Relève*.

Claude Lalet, qui avait en 1937 rejoint une petite structure «Lycéens de Paris», issue du congrès de février et proche de l'U.F.E.², a, devenu en 1939 étudiant en Lettres à la Sorbonne, adhéré à l'U.E.C.³ Laquelle va être interdite le 26 septembre 1939, consécutivement à l'approbation par le Parti communiste du Pacte germano-Soviétique de non-agression d'août 1939.

DANS LA RESISTANCE

Avec Olivier Souef, qui avait été son condisciple au Lycée Rollin et en études de Lettres en Sorbonne, Claude Lalet va, dès la période de la «Drôle de Guerre», participer à la réorganisation clandestine de l'U.E.C., qui fait paraître *La Relève*.

Avec Olivier Souef, Christian Rizo, Raymond Guglielmo, Eugénie («Ninette») Lory, jeune étudiante en philosophie qu'il épousera le 26 octobre 1940, Claude Lalet organise en Région parisienne, dès les débuts de l'Occupation, de premières manifestations d'opposition, tel un lancer de tracts lors d'une conférence en Sorbonne de Georges Claude⁴, des papillons sont

lancés depuis le métro aérien au métro Barbès, manifestations qui entraînent de premières mesures de répression⁵.

Ainsi, il va être l'un des organisateurs de la manifestation à l'appel de l'UEC au Quartier Latin devant le Collège de France le 8 novembre 1940 pour protester contre la révocation du professeur Paul Langevin⁶, arrêté par les Allemands le 30 octobre dans son bureau de l'École de physique et de chimie, manifestation qui jouera un rôle préparatoire à celle des lycéens et étudiants, le 11 novembre, à l'Étoile.

L'ARRESTATION

Claude et Eugénie⁷ Lalet seront arrêtés par la police française le 25 novembre à Paris au métro Odéon en compagnie de Maurice Delon, un employé de mairie qui assure la liaison entre la direction du Parti communiste et les Etudiants communistes. «*Le Petit Parisien*», journal quotidien collaborateur, le présentant comme étant, avec Bernard Kirschen et Othman Ben Alaya, un des trois «chefs de secteurs» des étudiants communistes, rapportera le 29 novembre que «*Claude Lalet assurait la rédaction, l'impression et la répartition des tracts*»...

Claude Lalet sera d'abord incarcéré à la prison de la Santé, puis, le 1^{er} mars 1941, transféré à celle de Fresnes. Condamné à 10 mois de prison, il est libérable le 12 juillet 1941 mais est maintenu en internement administratif à la Santé, avant d'être le 29 juillet envoyé au camp de Choisel à Chateaubriant.

Le 20 octobre, à Nantes, Karl Holtz, commandant des troupes allemandes de Loire-inférieure, est abattu par Brustlein, un jeune Résistant communiste. Pucheu, le ministre pétainiste de l'Intérieur, pour répondre à l'exigence



allemande de représailles, va établir une liste de 48 otages communistes à fusiller, dont 27 seront des internés à Chateaubriant.

Parmi eux, le député Charles Michel, les dirigeants syndicaux Désiré Granet, Jean Poulmarc'h, Henri Pourchasse, Victor Renelle, Jean-Pierre Timbaud, Jules Vercrysse, les conseillers généraux Jules Auffret, Maurice Gardette, Jean Grandel, Pierre Guéguin, le jeune Guy Mœquet, âgé de 17 ans et... Claude Lalet.

Après de nombreuses démarches pour obtenir sa libération, son épouse Eugénie Lalet, avait reçu une lettre l'informant de sa sortie le 23 octobre 1941. Elle se rendit ce jour au camp de Choisel, où elle apprit qu'il avait été fusillé la veille...

Pourtant, le Préfet de Nantes aurait été informé de la grâce accordée à Claude Lalet et Marc Bourhis, mais l'information ne sera pas correctement transmise, et le sous-préfet s'en tiendra à la liste des otages précédemment arrêtée... L'autorisation de grâce ne parviendra à Chateaubriant qu'à 16 h 15..., après l'exécution.

Claude Lalet sera, comme Maurice Gardette et Charles Michels, d'abord inhumé au cimetière de Sion-les-Mines (44), petite commune d'alors 2 400 habitants, où, le 8 février 2020, fut inaugurée une plaque à leur mémoire. Tous trois seront transférés le 1^{er} novembre 1945 au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

Le jeudi 29 février 2023, une résidence universitaire parisienne du CROUS, située 148/150 boulevard Vincent-Auriol, a pris le nom de «Claude Lalet», nom que porte aussi une Place de sa ville natale de Montmorency.

¹ Des groupes de lycéens antifascistes se formeront aussi dans les lycées Fénelon, Henri IV, Jules-Ferry, Lamartine, Turgot et Voltaire, ils se regrouperont sous la direction d'Olivier Souef.

² U.F.E. : «Union Fédérale des Etudiants», créée en 1926 comme structure «présyndicale», elle a une section lycéenne (voir Jacques Varin «L'Union Fédérale des étudiants», *Cahiers du GERME*, spécial engagements étudiants, n°1, 1998).

³ Olivier Souef, condisciple de Claude Lalet au Lycée Rollin, et secrétaire général du groupe «Lycéens de Paris» en 1939, va lui aussi devenir étudiant en Lettres à la Sorbonne. Il est élu début avril 1939 au Bureau national de l'U.E.C.

⁴ Georges Claude : chimiste, inventeur (air liquide, éclairage au néon...), il se positionne dans l'entre-deux guerres à l'extrême-droite. Pendant l'Occupation membre du Comité d'Honneur du «Groupe Collaboration» de la L.V.F. Arrêté par les maquisards le 17 août 1944, condamné à la réclusion perpétuelle le 26 juin 1945, peine commuée en 10 ans de détention, libéré âgé de 79 ans en janvier 1950, il meurt en 1960.

⁵ Christian Rizo est arrêté le 31 juillet 1940, le 26 septembre, Jean Suret-Canale l'est alors qu'il «tapisse» la Maison des Etudiants...

⁶ Paul Langevin (1872-1946) Professeur titulaire de physique au Collège de France en 1909, auteur de nombreuses études sur le magnétisme, sur le mouvement brownien des particules (équation de Langevin...), il est aussi cofondateur du «Comité mondial contre la guerre et le fascisme», membre du «Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes».

⁷ Eugénie Lalet, alors âgée de 17 ans, arrêtée aussi le 25 novembre 1940, fut condamnée à 6 mois de prison. Libérée comme pupille de la Nation, mais ayant repris une action résistante, elle fut à nouveau arrêtée en mars 1942 et condamnée le 20 juillet à 4 ans de prison. Déportée le 30 mai 1944 vers le camp de Flossenbourg via les camps de Neue Bremm et Ravensbrück, elle en sera libérée en mai 1945.

MILA RACINE

Miriam («Mila») Racine naquit le 14 septembre 1919 à Moscou dans une famille de la bourgeoisie juive, celle de Georges et Berthe (Bassia) Hirsch. Elle a un frère, Emmanuel («Mola»), né en 1911, et une sœur, Berthe («Sacha»), qui naîtra en 1923.

L'édification d'une société socialiste, entamée par les Bolcheviks russes après la révolution d'octobre 1917, suivie d'une guerre civile ayant à son issue donné naissance fin décembre 1922 à l'U.R.S.S., conduira la famille Hirsch à quitter l'Union Soviétique en 1926 pour Paris. Y retrouvant une branche de leur famille, elle s'établira, en adoptant le nom francisé de «Racine», dans un grand appartement de la rue de Rome, et gardera des traits d'identité religieuse – et pour une part culturelle – juive.

Mila sera, comme sa sœur Sacha, scolarisée au Lycée Racine, où elle obtiendra le 7 février 1936 le certificat d'études secondaires. A la fin des années 1930, Mila intègre les Eclaireurs israélites et la Wizo⁸.

La Guerre déclarée en septembre 1939, *Mola*, le frère de Mila, fut mobilisé, car seul membre de la famille Racine, naturalisé français. Mais, l'offensive de la Wehrmacht du 10 mai 1940 ayant enfoncé les lignes de défense françaises, Mila et sa famille, comme des centaines de milliers de Français, fuyant l'arrivée des Allemands, devront quitter Paris et participer à l'exode, ce qui les conduira à Toulouse ; puis *in fine*, l'armistice ayant été signé le 22 juin 1940, la famille Racine – Mila, ses parents, sa sœur Sacha, son frère *Mola* (avec son épouse Sarah et leur fille Lily) – se regroupera à Luchon.

Là, en janvier 1942, Mila va entrer en contact avec David Knout, qui a participé à la création d'une organisation sioniste clandestine «la Main forte»⁹, qui apporte des secours aux détenus de camps de la Région pyrénéenne, tel celui de Gurs, ce qui – son appartenance à la Wizo la motivant –

va la conduire à porter assistance à ces détenus.

En mai 1942 se réunit à Montpellier à l'initiative de Simon Levitte le congrès fondateur du Mouvement de la Jeunesse Sioniste (M.J.S.), que rejoignent Mila, sa sœur Sacha et son futur mari, Maurice Maidenberg (alias *François Foron*), Rolande Birgy, Roland Epstein...

Mila, quittant la région de Luchon, va gagner Saint-Gervais en Haute-Savoie, région alors sous occupation italienne, où Simon Levitte va lui confier la responsabilité de la section du M.J.S. Elle va être épaulée par Joseph Kott, qui loue des chalets dans la région pour héberger des Juifs dans l'attente du passage en Suisse, et devenir l'adjointe de Tony Gryn (Nathanael T. Garin).

Lequel, avec le frère de Mila, Emmanuel Racine (alias *Mola*), et en collaboration avec Georges Loinger, de l'O.S.E.¹⁰, a mis en place un service clandestin de passage d'adultes et d'enfants vers la Suisse.

En septembre 1943, l'Italie ayant signé l'armistice la retirant du combat contre les Alliés, sa zone d'occupation en France – notamment la Savoie – est envahie par les Allemands et cesse d'être un refuge pour les Juifs.

PASSAGE VERS LA SUISSE

Mila Racine – porteuse de faux-papiers au nom de Marie-Anne Racine, qui lui permettront de dissimuler son identité juive – va entreprendre de conduire des convois d'enfants et d'adultes vers Annemasse, pour leur faire traverser la frontière suisse.

C'est l'un de ces convois, avec 32 enfants de 2 ans et demi à 18 ans, qu'elle dirige avec Roland Epstein, qui va être intercepté à 200 m de la frontière le 21 octobre 1943 par les Allemands à Saint-Julien-en-Genevois. Conduite à Annemasse à la prison de la Gestapo à l'hôtel Pax, elle y est in-



carcée cellule 127. Elle refusera le plan d'évasion proposé par le maire d'Annemasse, qui réussira à faire libérer les enfants.

Transférée au Fort Montluc à Lyon puis à Compiègne pour déportation, elle fera partie des 958 françaises du «convoi des 27 000» – dont Geneviève de Gaulle – qui seront le 30 janvier 1944 déportées vers Ravensbrück, où elles arriveront le 3 février. Mila, qui a le matricule 27918, restera un an à Ravensbrück, y animant dans son block une petite chorale qui comptera Marie-Jo Chombard de Lauwe et Denise Vernay.

Elle sera par la suite transférée le 2 mars 1945 à Mauthausen, pour réparer les voies ferrées détruites par les bombardements alliés. C'est lors l'un d'entre eux que, le 20 mars 1945, elle sera tuée par un éclat de bombe à Amstetten.

Mila Racine, citée le 29 avril 1950 à l'ordre de la division par le général Granier, gouverneur militaire de Lyon, est titulaire de la Croix de Guerre 1939-1945 avec étoile d'argent.

Sa mémoire est rappelée par une plaque apposée à Paris 97 rue de Rome, où elle habita de 1936 à 1940 avec Emmanuel et Sacha, et par une autre dans le hall du Lycée Racine, 20 rue du Rocher.

À Annemasse, un parc mémoriel de 6 190 m², inauguré le 27 mai 2023 rue de Salève lors de la Journée Nationale de la Résistance, porte le nom de Mila Racine. Une cellule honorifique lui est en 2018 dédiée avec Denise Vernay-Jacob à la prison lyonnaise du Fort de Montluc.

À Périgueux, une Association culturelle porte le nom de «Centre Mila Racine».

⁸ Eclaireurs israélites de France : composante du scoutisme français fondée en 1923 par Robert Gamzon, futur médaillé de la Résistance.

WIZO (Women's International Zionist Organization) : organisation sioniste de femmes créée en Angleterre en 1918/1920 et œuvrant à la promotion des femmes et à la protection de l'enfance. Aujourd'hui la WIZO est proche de l'Etat d'Israël.

⁹ La «Main forte» donnera naissance en janvier 1942 à l'«Armée juive» (A.J.), qui se transformera en 1943 en «Organisation Juive de Combat» (O.J.C.). L'A.J./O.J.C. implantera à l'hiver 1943 une formation autonome «Bleu-Blanc», qui s'intégrera en 1944 au Corps franc de la Montagne Noire.

¹⁰ «Œuvre de Secours aux Enfants» : créée en 1912 en Russie, transférée après la Révolution russe en Allemagne, qu'elle quittera en 1933 après l'arrivée d'Hitler au pouvoir pour rejoindre la France. Après l'occupation de la France et la mise en place du régime pétainiste à partir de l'été 1940, l'O.S.E. officiellement interdite s'efforcera de maintenir une activité de protection de l'enfance juive. Mais, à partir des rafles de l'été 1942, telle celle du «Vel d'Hiv», l'OSE va prioriser le sauvetage clandestin des enfants menacés de déportation et en sauve plus de 5 000. Ce réseau prendra ensuite le nom de «Circuit Gareil». Charles Lederman, qui sera en 1943 l'un des fondateurs de l'«Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide» (UJRE) et du «Mouvement National Contre le Racisme» (MNCR) avait été délégué administratif de l'O.S.E. dans le camp de Rivesaltes d'avril à novembre 1941.

LE RESEAU «ERNEST PUBLICAN»

«C'est en Touraine qu'on parle le meilleur français», affirme en cette fin juin 1943 Radio-Londres...

Il s'agit en fait de l'un des «messages personnels» destinés à des structures de la Résistance en France occupée. En l'occurrence, il annonce l'imminence d'un parachutage, qui va intervenir dans la nuit de pleine lune du 21 au 22 juin 1943 : 10 containers d'armes et de matériels divers venant d'Angleterre seront largués dans la «Vallée close», clairière sablonneuse encaissée au sud du «Massif des Trois pignons», forêt domaniale situé sur le pourtour occidental de la Forêt de Fontainebleau, sur le territoire de Noisy-sur-Ecole.

Entreposés à proximité dans la «Grotte de Rochebelle», qui de ce fait changera de nom devenant celle «du Parachutiste», les containers ont été réceptionnés par des Résistants membres du «réseau *Publican*», réseau formé au début de l'année par un envoyé du S.O.E.¹, le service de renseignement britannique créé par Churchill dès juillet 1940 pour soutenir les mouvements de Résistance dans les pays occupés.

Cet envoyé du S.O.E. est Marcel Georges Florent Fox, né en 1910 au Portugal et qui, vivant à Londres dans l'entre-deux guerres, y travaillera au Crédit Lyonnais, où il a parmi ses collègues Georges Duboudin² ; avec lequel, après la déclaration de guerre anglaise et française au Reich nazi, consécutive à son agression contre la Pologne, il partira en France le 6 septembre 1939 afin de s'engager.

Affecté sur la Ligne Maginot comme chargé de liaison avec le corps expéditionnaire britannique il sera fait prisonnier en juin 1940 dans les Ardennes, et envoyé dans un stalag en Allemagne.

Après une tentative d'évasion avortée, il est transféré dans un camp disciplinaire. Mais, sa deuxième tentative, en août 1941, réussira : après un mois de marches de nuit, il rejoindra la Suisse par le lac de Constance, poursuivant vers la France, Lyon et le Crédit Lyonnais, où il retrouvera... Georges Dubou-

din. Celui-ci, militaire évacué en Angleterre en juin 1940, entré au S.O.E. et formé à l'action clandestine dans une «*Special Training school*», était lui aussi revenu en France, dans la nuit du 19 au 20 septembre 1941, débarqué sur la côte roussillonnaise à Barcarès avec la mission de gagner Lyon pour y former, parallèlement à sa couverture d'activités bancaires, un réseau, «*SPRUCE*», dans lequel il sera «*Alain*».

Ayant repris le contact avec Marcel Fox, il le recrutera dans son réseau, en le faisant son adjoint, enregistré au S.O.E. sous le pseudonyme de «*Georges*». Marcel Fox, étant recherché, Georges Duboudin décidera de l'envoyer à Londres, par l'Espagne, où il sera détenu quelque temps. Arrivé en Grande-Bretagne le 13 août 1942, il y suivra une formation de clandestin en vue de son retour en France. Ce retour aura lieu le 23 mars 1943.

Parachuté ce jour-là dans la Sarthe avec Jean Bouguennec, chef du Réseau «*BUTLER*»³, qui se blesse à la réception, et l'opérateur radio Marcel Rousset, Marcel Fox, qui va prendre comme pseudonyme «*Maurice Beauvais*» et aura comme indicatif S.O.E. «*Ernest*», gagnera Paris. Où, par l'intermédiaire d'Alfred Suttill, chef d'un autre réseau S.O.E., le réseau «*PROSPER*», il entre en contact avec un Résistant actif en Région parisienne, commandant de l'Armée de l'Air, Maurice Adam Braun (alias *Marcel Barde*), âgé de 34 ans, dont il va faire son adjoint dans la mise en place d'un nouveau réseau, le réseau «*PUBLICAN*».

LE RESEAU PUBLICAN

Ce réseau «*Publican*» va recevoir du S.O.E. la mission de créer des groupes d'action, notamment de sabotage des installations allemandes, telles des voies ferrées en Seine-et-Marne ; ce qui va impliquer aussi des actions de recrutement et d'acquisition d'armements et d'explosifs ; lesquels ne pourront que venir d'Angleterre.

Fox et Braun vont établir le P.C. de leur réseau dans le sud de la Seine-et-Marne, non loin de Fontainebleau, à Noisy-sur-Ecole, chez Emile Bouchut, un forestier, et son épouse Marie, s'adjoignant le concours de Benjamin Destré, un garde-chasse gardien de la maison de «*Bois-Rond*» à Arbonne, connaisseurs des lieux, sentiers et grottes de cette région du massif fores-



Marcel Fox

Maurice Braun

tier de Fontainebleau, notamment le site du «*Massif des Trois pignons*», entre Noisy et Arbonne.

Marcel Fox et Maurice Braun vont recruter le jeune Lucien Sarroul, âgé de 18 ans, et le maçon Raphael Bourdin, ainsi qu'un industriel, Eugène Defontaine, qui a dans sa propriété de Noisy cette «*Grotte de Rochebelle*», qui va bientôt servir... De même, les camions d'un entrepreneur, Paul Barril, vont être d'une grande utilité. Le groupe va aussi inclure Eugène Thailleur, ancien combattant de 14-18, Charles Bourgelat, Antoine et Lucie Stimac...

Si le groupe de Noisy-sur-Ecole et environs est le plus important du réseau en formation, «*Publican*» va s'élargir à d'autres secteurs du département et au-delà. Ainsi, à Meaux, un couple de dentistes, Camille et Thérèse Morin, sont les relais du réseau, qui en a aussi d'autres, hors de Seine-et-Marne, en Région parisienne.

À Paris, Madeleine Clayssen, qui va assurer le secrétariat du réseau, travaille au Ministère de l'Agriculture, Jean-Marcel Baillou est enseignant à l'École Normale Supérieure, il fournit des faux papiers ; l'on peut aussi compter sur la comtesse Yvonne et le comte Bernard de La Rochefoucault⁴, qui hébergent un radio et son matériel.

André Pion, ajusteur à la gare SNCF de Lyon, est le chef d'une équipe de sabotage, d'autres cheminots sont recrutés par Maurice Braun, tels Théo Marly à Juvisy, Albert Violette à Thomery, (où des coupures de voie interviendront sur importantes lignes SNCF de Paris-Lyon-Marseille et de Paris-Bourbonnais), ils fourniront des plans

¹ La *Special Operations Executive* (S.O.E.) comprend 3 sections consacrées aux opérations en France : la section F formera, sans relations avec la France libre, 95 réseaux, dont le réseau «*Publican*», elle est placée sous la direction de Maurice Buckmaster. La section RF, chargée de coopérer avec les réseaux gaullistes du BCRA, la section DF aura la gestion des filières d'évasion de France vers l'Angleterre de Résistants et pilotes alliés abattus.

² Georges Duboudin : Rappelé à Londres en octobre 1942, il est reparachuté en France en mars 1943 pour monter le réseau PLAYWRIGHT du S.O.E., mais est capturé peu après. Déporté, il mourra de pleurésie le 22 mars 1944, au camp d'Eilrich-Dora.

³ Un «*réseau Buckmaster*» du S.O.E. implanté dans la Sarthe, à Sablé et Château-du-Loir.

⁴ Lui, ingénieur, est maire de Versainville (près de Falaise, Calvados) et elle, docteure en médecine, vivent à la fois au château de Versainville et dans un appartement parisien, qui sert de point d'exfiltration pour les aviateurs britanniques ; notamment exfiltrés par «*Publican*». Arrêté en juin 1943, Bernard décèdera en juin 1944 au camp de concentration de Flossenbürg, et Yvonne, arrêtée et torturée le 8 juillet 1943, internée au camp de Ravensbrück, sera libérée le 23 avril 1945 et conduite, avec d'autres déportées, au Danemark puis en Suède.

MOUVEMENTS ET RESEAUX...

de voies ferrées et d'aiguillages utiles pour les sabotages... Et il y a encore le gendarme Robert Prévost, Albert Malgat, Hervé Grosseau, Jeanne Charbonnel, Jean Manoury, Eugène Thailier...

PARACHUTAGE DE JUIN 1943

La principale action du Réseau *Publican* sera la réception lors de la nuit du 21 au 22 juin 1943 dans le Massif des Trois-Pignons, au lieudit «La Croix Saint-Jérôme dans «la Vallée close», terrain déterminé par Bouchut, Destré, Sarroul et Bourdin, de l'important parachutage d'armes, de munitions et de matériels de sabotage, évoqué en ouverture de ces lignes, largué par un avion guidé depuis le sol par un projecteur lumineux mis en place par le réseau sur un piton rocheux, la «Roche au Four».

Dans la dizaine de containers, 32 mitraillettes Sten de 9 mm, 24 pistolets, des chargeurs en nombre, 100 grenades incendiaires, 30 mines anti-véhicules, des pains de plastiques, des détonateurs, des boîtes d'abrasifs utiles pour les sabotages d'essieux et de wagons...

Le matériel réceptionné sera transporté en deux voyages par le charretier Auguste Van der Kinderen, et entreposé dans la «Grotte de Rochebelle», propriété d'un industriel, le capitaine Eugène Defontaine. Grotte qui a donc pris de ce fait le nom de «Grotte du Parachutiste». Armes, munitions et matériels seront ventilés vers Arbonne-la-Forêt, Château-Landon, Brie-Comte-Robert, Paris, Juvisy, d'où Albert Margat approvisionnera en armes les Résistants de la Gare de Villeneuve-Saint-Georges...

Un deuxième parachutage, annoncé par le message «*Paulette, sois bien sage, ton papa pense bien à toi*», était prévu autour du 14 juillet 1943. Mais, le parachutage prévu sera annulé, conséquence d'un bombardement allié sur la région de Melun, de l'installation par les Allemands d'une tour de guet et de l'accentuation de la surveillance aérienne.

Les Allemands, n'ayant pas, malgré leurs efforts, découvert dans les jours et les mois suivants la «Grotte du Parachutiste», vont, du 26 juillet au 3 août 1944, détruire par bombes incendiaires 1 200 hectares de la Forêt du massif des Trois Pignons, ce qui n'affectera pas les armes stockées...

Le réseau *Publican* va aussi s'implanter dans le sud de l'Oise. À Brégy, avec le buraliste Robert Congy, le curé de la commune, l'abbé Abalain, qui indique les tombes du cimetière pou-

vant être utilisées comme caches d'armes, et le docteur Marcel Gilbert⁵, membre du Réseau Alliance et qui, disposant d'une voiture et d'un laissez-passer, va mettre Braun en relation avec le maire de Versigny, le comte Jacques de Kersaint⁶, lequel possède un poste de radio, qui va être installé dans le bois dit «des Vignettes». Un terrain de parachutage est aussi aménagé dans la propriété du maire, à cheval sur l'Oise et la Seine-et-Marne. Le Dr Gilbert présentera aussi à Marcel Braun l'entrepreneur mécanicien François Soret, qui dirigera à Crépy-en-Valois (Oise) une équipe de sabotage des voies ferrées ; laquelle sabotera par explosifs entre Crépy-en-Valois et Nanteuil-le-Hardouin la ligne de raccordement des réseaux ferrés Est et Nord.

LA DESTRUCTION DU RÉSEAU

Le Réseau *Publican*, organisé en 5 groupes répartis sur les deux départements de l'Oise et auxquels il faut adjoindre le «Groupe Frère» d'une quinzaine de FTP parisiens, va être démantelé à partir de la fin de l'été 1943.

Le 7 septembre 1943, Marcel Fox est arrêté par la Gestapo à Paris chez Lucile Blanchard, rue de la Condamine, avec plusieurs autres Résistants dont le radio Marcel Rousset et Jean Bouguennec. Déporté au camp de Flossenbürg (Allemagne), il y sera pendu le 29 mars 1945⁷.

La répression va aussi frapper dans la Région de Noisy-sur-Ecole – Lucien Sarroul, Eugène Thailier, les époux Bouchut et Destré sont arrêtés le 10 septembre et tous déportés, seul Lucien Sarroul reviendra – ainsi que dans l'Oise : le 17 septembre Marcel Gilbert est arrêté et interné à Fresnes, Jacques de Kersaint l'est le 2 novembre, François Soret le 4 novembre, tous trois seront déportés.

Maurice Braun, alias *Marcel Barde*, va assurer pour une courte période la poursuite du réseau, car il est lui aussi arrêté, le 20 septembre 1943, avec Madeleine Clayssen⁸, secrétaire du Réseau, dans une souricière installée sur le Pont Mirabeau à Paris par des

miliciens et quatre agents du SD. Interrogé par la Gestapo rue des Saussaies et Avenue Foch, emprisonné à Fresnes du 20 septembre 1943 au 15 août 1944, il est déporté ce jour avec le dernier convoi de Résistant(e) – 1 654 hommes et 546 dans 30 wagons – partant de la gare de Pantin pour le camp de Buchenwald, où les hommes arriveront le 20 août, les femmes entrant le 21 août dans celui de Ravensbrück. Il sera libéré le 11 avril 1945 dans le camp insurgé par l'arrivée de l'Armée américaine. Son arrestation le 20 septembre 1943 avait marqué de fait la fin de l'activité du réseau.

Le réseau «Publican», reconnu unité combattante du 1^{er} février 1943 au 20 septembre 1943, et qui sera homologué comme réseau de la France Combattante (F.F.C.) le 19 juin 1947, a regroupé 45 agents permanents (dont 18 gardant une activité personnelle), et 44 occasionnels. Il aura eu six tués dont l'un de ses deux chefs, Marcel Fox, et 15 déportés.



Élevé sur le pignon de la Roche au Four, sur le site du projecteur de liaison lumineuse avec les avions venant procéder à des parachutages, ce monument surmonté d'une Croix de Lorraine de 10,30 m en hommage aux Résistants fut inauguré le 22 juin 1946 en présence du général français Revers, chef d'état-major général de l'Armée de terre, du maréchal britannique Salisbury, du colonel Maurice Buckmaster.

⁵ Arrêté le 17 septembre 1943, le docteur Gilbert sera condamné à 10 ans de travaux forcés par le Tribunal allemand de Fribourg puis déporté, il décèdera le 16 février 1945 au camp de Flossenbürg.

⁶ Lors de l'offensive allemande de mai-1940 le château de Kersaint était occupé par le 5^e régiment de la 7^e D.L.C. On se battit dans le Parc... Durant l'Occupation, les mécaniciens du terrain d'aviation du terrain de la «Plaine du Grand Condé» installé par la Luftwaffe logèrent au château, propriété du Comte de Kersaint. Le saccage du château par une brigade SS en 1944, puis le stationnement de troupes américaines, et l'installation d'un régiment antiaérien de la 1^{re} Armée le rendirent pour plusieurs années inutilisable.

⁷ Marcel Fox recevra à titre posthume la Médaille de la Résistance (avec rosette), la Légion d'honneur, la Croix de Guerre 1939-1945

⁸ Âgée de 24 ans, assistante sociale, Madeleine Clayssen, après avoir été emprisonnée à Fresnes, Romainville et Compiègne, sera déportée le 31 janvier 1944 au camp de Ravensbrück. Elle sera transférée le 14 avril 1944 dans les Sudètes tchécoslovaques, dans un Kommando dépendant du camp de Flossenbürg, à Holleischen (Holyšov), où sont internées 400 Françaises. Elle en sera libérée le 3 mai 1945 par des partisans polonais et tchèques.

PLOUGASNOU

Recevant la Médaille de la Résistance, par décret du Président de la République en date du 31 mars 1947, le même jour que Brest (Finistère), Marsoulas (Haute-Garonne) et Tavaux (Aisne), la petite ville finistérienne de Plougasnou devenait ainsi l'une des 17 collectivités locales honorées pour leur participation au combat contre l'occupant.

Plougasnou (*Plouganou*)¹, située dans le Trégor, sur la côte de la Manche, en situation de presqu'île au nord-est de la baie de Morlaix, à 16 km de cette ville, à 69 km de Guingamp et à 75 km de Brest, a 3 687 habitants à la veille de la Guerre.

Le littoral de la commune, 23 km de côtes, alterne pointes bordées de falaises et anses abritant des plages, telles les pointes de Térénez, pointe et plage de Saint-Samson, pointe de Perhéhel, pointe Annaoulesten, baie de Sainte-Barbe, pointe et anse de Diben, pointe, anse et plage de Primel ; et des ports : de Térénez, de Diben...

La Pointe de Primel, culminant à 48 mètres, a été fortifiée tout au long des siècles, depuis le Moyen Âge, pendant les guerres de Religion... et va l'être pendant la Seconde Guerre mondiale par les Allemands...

Epruvé par la Première Guerre mondiale, 159 noms de soldats tombés lors du conflit ou décédés de ses suites sont gravés sur son monument aux morts, Plougasnou, relié à Morlaix entre 1913 et 1934 par le chemin de fer de Morlaix à Primel, est dans l'entre-deux guerres une commune rurale tournée vers la mer, l'activité balnéaire s'y est développée depuis la fin du 19^e siècle, il y a de nombreux pêcheurs, une société de mareyeurs y est créée en 1925.

C'est aussi un lieu de repos au bon air marin : un préventorium réservé aux enfants tuberculeux indigents du département y est installé au lieu-dit Pontplaincoat², des patronages catholiques parisiens y organisent des colonies de vacances...

¹ Outre Plougasnou, Brest, Marsoulas et Tavaux, les 13 autres collectivités locales Médaillees de la Résistance sont Béthencourt (Meuse), Caen (Calvados), Caniac-du-Causse (Lot), La-Chapelle-en-Vercors (Drôme), Lyon (Rhône), Meximieux (Ain), Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), Nantua (Ain), Oyonnax (Ain), Saint-Nizier-du-Moucherotte (Isère), Ile de Sein (Finistère), Terrou (Lot), Thônes (Haute-Savoie). Auxquelles il faut joindre une collectivité territoriale, la Nouvelle-Calédonie.

² Le manoir de Pontplaincoat (ou coët), fut construit en 1559. Des religieuses de Lannion, y vécurent jusqu'en 1940, les Allemands y installèrent au printemps 1944 une compagnie d'enfantine. Puis il fut après la guerre la propriété d'une « Association de gestion des œuvres sociales du personnel des administrations parisiennes ». Aujourd'hui, c'est une résidence de vacances.

L'APPEL DU 18 JUIN...

La guerre avait été déclarée par la France et la Grande-Bretagne au Reich nazi le 3 septembre 1939, après son agression contre la Pologne. S'était ensuivie, la Pologne ayant été écrasée fin septembre, une période de quasi inactivité militaire sur la ligne de front franco-allemand ; ce qu'on a appelé la « Drôle de guerre »³...

Une « Drôle de guerre »... qui se termine quand, le 10 mai 1940, la Wehrmacht attaque à l'Ouest, envahissant les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg... et la France, à travers la Forêt des Ardennes.

En six semaines, les Pays-Bas et la Belgique capitulent, le nord de la France est envahi. Le 14 juin, les Allemands entrent dans Paris, ils atteignent la Loire et entrent en Bretagne le 17 juin, occupent le 19 juin Saint-Brieuc et Morlaix, où ils pénètrent à 9 h 45.

Le 16 juin, le président du Conseil, Paul Reynaud, démissionnaire, avait été remplacé par le maréchal Pétain qui, dès le lendemain 17 juin, à 12 h 30, déclara à la radio qu'« il faut cesser le combat », sollicitant la conclusion d'un armistice.

Le 18 juin, à Londres, le général de Gaulle, sous-secrétaire d'État dans le gouvernement Reynaud, lance sur les ondes de la BBC un appel à poursuivre le combat, invitant « les officiers et les soldats français, qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec ou sans leurs armes » à se mettre en rapport avec lui.



«L'Oiseau de la tempête», vers l'Angleterre...

³ Pendant cette période, début avril 1940, la Wehrmacht a envahi le Danemark et la Norvège.



Ce 18 juin 1940, à 16 heures, «L'Oiseau de de la tempête», un sloop de pêche de 8,62 m, avec 9 hommes à bord, quittait à Plougasnou le port du Diben, sous la conduite de Yves Corre et Jean-Marie Hervé, pour Fowey, il accostera à Newlyn, un petit port de Cornouailles près de Penzance ; où le bateau, réquisitionné par les Anglais, poursuivra sa pêche jusqu'en janvier 1945.

Dans la nuit du 19 au 20 juin 1940, le bateau de pêche *Le Primel*, avec son propriétaire Jean Tanguy à la barre, entame depuis le port de Primel-le Diben, avec 19 passagers, sa première traversée vers Guernesey, dans les îles anglo-normandes, étape vers l'Angleterre. Un second voyage aura lieu dans la nuit du 24 au 25 juin, à nouveau avec 19 passagers, un troisième dans la nuit du 29 au 30 juin, avec 4 passagers.

Fin juin, Pierre Guivarch, avec son voilier *Le Saint-Pierre*, quitte le port de Primel-Diben à destination de Falmouth pour rejoindre les FFL.

Le 21 mars 1941, trois jeunes gens désireux de rejoindre les FFL, s'emparant du bateau de pêche *Le Berceau du marin*, quittent aussi le port de Primel-Le Diben vers 3 heures du matin pour Plymouth, en Cornouailles, où ils accostent le 22 mars 1941.

C'est le 18 juin 1940, vers 17h, que, de l'autre port de Plougasnou, celui de Térénez, avec à son bord la famille Antoine-May, propriétaire du bateau, et trois volontaires désireux de rejoindre les FFL, partira *Le Martin-Pêcheur*, barré par Jean-Marie Le Gac et son

MEDAILLEE DE LA RESISTANCE...

files, prenant la direction de Plymouth, où il arrivera le 21 juin,

De Ténérez, partira dans la nuit du 5 au 6 juin 1942 le *Yolande*, un cotre de 6 mètres, avec à son bord 3 volontaires pour rejoindre les FFL, dont deux jeunes de 15 ans et demi (A. Saladin) et 16 ans (Tudel). Arraisonné près de la côte anglaise, le *Yolande* fut dirigé vers le port de Newlyn ; et, le 23 juin 1942, les 3 évadés de France sont reçus par le général de Gaulle à *Carlton Garden*...

Ainsi, plus de 350 hommes et aussi quelques femmes rejoindront depuis Plougasnou la Grande-Bretagne et les «Forces Françaises Libres».

PLOUGASNOU OCCUPÉ

Cité sur la côte Sud de la Manche, à son débouché sur l'Atlantique, et faisant face à la Cornouaille britannique, même si son site ne comporte pas de ports en eau profonde et que les plages de sable y sont limitées, Plougasnou n'en occupe pas moins une position présentant un intérêt stratégique, son plateau élevé au-dessus du niveau de la mer permettant l'observation de cette partie de la Manche.

D'autant plus que, dès la mi-octobre 1941 les Allemands décideront de fortifier les défenses de l'archipel anglo-normand⁴ proche, occupé depuis la fin juin 1940. Et, qu'à partir de l'été 1942, suite au débarquement allié manqué du 19 août à Dieppe⁵, la directive d'Hitler de mars précédent visant à fortifier la côte française de la Manche et de l'Atlantique, dans le cadre de l'édification d'un «Mur de l'Atlantique», va se concrétiser de manière accélérée, notamment en Bretagne, à Plougasnou.

Les occupants vont y installer, dépendant du groupe de fortifications de Morlaix, des positions fixes de défense côtière (blockhaus) à Ténérez, à Saint-Samson⁶, à la Pointe Annaoulesten, à la Pointe de Primel, à la pointe de Roc'h Louet. Un poste de douane (*Gast*), chargé de la surveillance du trafic maritime local et de l'activité de pêche, est positionné au port du Diben, et deux stations radar de détection aérienne et maritime sont installées, l'une, à Ruffélic, d'une por-

tée de 70 km, et l'autre, à Kerhouin, d'une portée de 300 km et jusqu'à 8 000 m de hauteur.

Par ailleurs, Plougasnou va être placé dans la bande côtière de 10 à 25 km d'épaisseur créée en octobre 1941 par l'occupant, de la frontière belge à la frontière espagnole, «zone interdite» où la résidence, l'entrée, la sortie et la circulation intérieure seront restreintes et étroitement surveillées ; surtout à partir de la fin 1943 et au premier semestre 1944, l'éventualité d'un débarquement allié grandissant.

La présence allemande dans le Finistère dépend de la *Feldkommandantur 752*, installée à Quimper, Plougasnou étant du ressort de la *Kreiskommandantur 807* de Morlaix⁷. Morlaix sera aussi le siège d'un *ausssenpost* (poste extérieur) de la *Sipo-SD*, communément appelée alors *Gestapo*, ainsi que de la troupe 877 de *Feldgendarmerie* (gendarmerie militaire), d'une soixantaine d'hommes et de officiers.

Cette présence militaire allemande – de l'armée de Terre, la *Heer*, de l'armée de l'Air, la *Luftwaffe*, de la Marine, la *Kriegsmarine* – est importante, installant ses camps, à Ruffélic près du radar, à Trégastel, au manoir de Pontplaincoat. En 1944, à la veille de la Libération, environ 400 soldats allemands sont encore présents à Plougasnou.

Cette présence des Allemands, depuis leur arrivée en juin 1940, est pesante, par l'ordre de vie sociale qu'ils imposent, tel le couvre-feu de 23 heures à 5 heures du matin, par les restrictions à l'activité des pêcheurs, quasi-interdite en 1944, ce qui entraînera une pénurie de... poisson, à la circulation des civils, par le pillage des ressources notamment alimentaires, pour nourrir la troupe d'occupation et pour en envoyer en Allemagne, ainsi que pour constituer sur place deux mois de stocks en prévision d'un débarquement...

En décembre 1943, les services de la main-d'œuvre, pressés par les Allemands, réquisitionnent pour le «Service du Travail Obligatoire» (S.T.O.) tous les «inscrits maritimes» qui ne sont pas réellement embarqués. Et, en mars 1944, tous les hommes valides des communes côtières, «inscrits» ou non, sont réquisitionnés pour les travaux de renforcement des fortifications.

Elle est aussi pesante de par les mesures (amendes, peines de prison plus ou moins longues) qui répriment

les manquements aux multiples interdictions édictées par les occupants. Et il y a les mesures de répression qu'ils prennent, avec le concours de l'appareil policier pétainiste, à l'encontre des Résistant(e)s.

LA RÉSISTANCE

Les premières manifestations de Résistance ont été dès l'été 1940, à l'arrivée des Allemands, les départs clandestins vers l'Angleterre pour rallier les F.F.L.

Dans cette région du Finistère Nord, le Mouvement «Libération-Nord»⁸, dont l'un des responsables régionaux et – nationaux – est une personnalité locale, François Tanguy-Prigent⁹, le maire de Saint-Jean-du-Doigt, commune voisine de Plougasnou, va devenir une structure résistante importante.



Le Docteur Le Janne («Commandant Noël»)

«Libération-Nord» aura en effet plusieurs groupes locaux dans le Finistère-Nord, tel celui placé sous le commandement du Dr Léon Le Janne (alias *Commandant Noël*), dont l'autorité s'étend sur tout le Pays de Morlaix.

Il a une activité de collecte de renseignement sur l'implantation et l'activité de l'Occupant, qui prendra de l'ampleur à l'approche de la période du débarquement et qui, celui-ci ayant

⁴ Jersey, Guernesey, Alderney (Aungny) et Sark (Sercq).

⁵ Le 19 août 1942, un raid allié sur le port de Dieppe fut mené par près de 5 000 Canadiens, 1 125 Britanniques, 52 rangers américains et 17 Français du commando Kieffer des «Forces Navales Françaises Libres» (FNFL), débarqués à 3 heures du matin de 150 navires et appuyés par 7 destroyers britanniques, 1 destroyer de la Marine polonaise libre et 4 chasseurs de sous-marins des FNFL, testant les défenses allemandes. Lesquelles repoussèrent les forces alliées qui durent réembarquer le jour même à partir de 9 h 30, ayant eu 1 200 tués, 1 500 blessés et laissant 2 000 prisonniers aux mains de l'ennemi.

⁶ Ainsi Saint-Samson sera doté de 4 «tobrouks» (petits bunkers), servis par une vingtaine d'hommes.

⁷ La *Kreiskommandantur* de Morlaix deviendra une *Orstkommandantur*, puis en 1944 une *Aussenstelle* (1/752).

⁸ Au départ, en décembre 1940, journal clandestin, *Libération-Nord* se transforme en novembre 1941 en *Mouvement de Résistance de sensibilité socialiste* sous la direction de Christian Pineau, qui se rallie à de Gaulle en 1942. En Bretagne, son responsable est Tanguy-Prigent, en Finistère Aldéric Lecomte.

⁹ François Tanguy-Prigent, élu maire socialiste de Saint-Jean-du-Doigt révoqué en 1940, député de 1936 à 1940, l'un des «80» ayant refusé les pleins pouvoirs à Pétain, membre du comité directeur de *Libération-Nord*, membre du CDL, ministre à la Libération.



Yvonne Jagaden, martyre de la Résistance

eu lieu, va être l'objet de la répression de la Gestapo ; notamment de son «Kommando de Landerneau» – ou «Kommando Schaad» – incluant une dizaine de nationalistes bretons, dont un originaire de Lanmeur et membre du *Bezen Perrot*, Hervé Botros. Botros¹⁰, après s'être fait passer pour un Résistant, dénoncera les Résistants plougasnais Yves et Yvonne Jegaden¹¹, Isidore Masson, Charles Bescont qui, arrêtés le 3 juillet 1944 à la ferme du Mesgouez, seront fusillés le lendemain 4 juillet, après avoir été torturés au camp de Ruffélic ; comme vont l'être ce 4 juillet au manoir de Pontplaincourt Pierre Moal, Alexis Moal, Claude Kerguiduff, et Jean Scour, avant d'être fusillés le 6 juillet.



La Stèle de Ruffélic

«Libération-Nord» a aussi une dimension militaire, qui va avoir une importance elle aussi grandissante après

le débarquement du 6 juin 1944.

Deux maquis vont s'organiser à une quinzaine de km au sud-est de Plougasnou, dans la vallée du Douron à Plouégat-Gourand. L'un, à l'est de la vallée, en place depuis mai 1943, est un maquis FTP dirigé par Pierre Lagadou (*capitaine Jules*) et André Le Men (*Victor*).

L'autre, dirigé par le Dr Léon le Janne (*Commandant Noël*), en liaison avec François Tanguy-Prigent, a été formé par des membres de «Libé-Nord» regroupés initialement fin 1943 aux lieux-dits «Kergus», «Lamprat», et «Coastanscour», à Plourin-les-Morlaix au sud de Morlaix, et qui ont dû se replier, en avril 1944, vers le maquis-refuge du bois de Saint-Laurent, à Plouégat-Guérand, sur le versant ouest du Douron, au lieu-dit «Kerabars».

Les deux maquis, fusionnés à l'été 1944, intégrant des combattants de leur environnement immédiat, participeront à plusieurs combats de la Libération en août 1944, au Ponthou, à Plougasnou, au Boulva à Lanmeur, au Boiséon-en-Plouigneau.

Implantée à Kerabars, une stèle dédiée à la mémoire des Résistants tombés lors de ces combats porte 42 noms.

Non loin de là, le lieudit «Tachen ar Plan» et le lieudit «Kerionec», à Saint-Jean-du-Doigt vont être des terrains de parachutage à l'été 1944. Ainsi, le lieu-dit «Kerionec» recevra dans la nuit du 4 au 5 août le parachutage d'une douzaine d'hommes partis de Fairford en Angleterre avec leur armement, formant le stick «*Derry 2*» (2^e cie du 3^e RCP) des S.A.S., ayant à sa tête Paul Quelen, évadé de France le... 24 juin 1940 sur le *Primel* !

Six originaires de Plougasnou ont été déportés pour faits de Résistance, un septième le fut comme otage, trois d'entre eux – Jean Féat, Adrien Bouhri et Marcel Clech, membre du S.O.E. – ne revinrent pas des camps¹².

Plusieurs autres, ayant rejoint les «Français libres», tombèrent parfois loin de Plougasnou, tels Albert Hervé¹³, fils de Jean-Marie, parti avec lui le 18 juin 1940 sur l'«*Oiseau des Tempêtes*» pour l'Angleterre, où il embarqua sur le sous-marin F.N.F.L. «*Surcouf*», qui disparaîtra tragiquement le 18 février 1942 en mer des Caraïbes,

et Léonce-Pierre Le Gall, dont le bâtiment F.N.F.L. fut coulé dans la Manche le 13 juillet 1942.

LA LIBÉRATION

Le 30 juillet 1944 au soir, la 4^e DB américaine, unité des forces américaines débarquées en Normandie le 6 juin précédent, entra dans Avranches, au sud du Cotentin.

Le lendemain, par le pont intact de Pontaubault, les Américains – 120 000 hommes, 10 000 véhicules – entrant en Bretagne, entamèrent sa libération, avec le concours des maquis bretons insurgés.

Fougères et Dol furent libérées dès les 2 et 3 août, Rennes, Redon, Ploermel et Pontivy le 4 août, Vannes le 5 août, Saint-Brieuc le 6 août, Carhaix et Guingamp le 7 août, Morlaix le 8 août...

Le 5 août 1944, les Allemands stationnés à Plougasnou entament à pied (sauf les officiers) – et après avoir fait sauter leurs munitions – une évacuation de leurs camps de Trégastel et Ruffélic, et d'autres implantations, telle celle de Pontplaincoat ; une évacuation précédée, dès le 3 août, par celle de leur position de Saint-Samson, une trentaine de soldats de la Wehrmacht (dont une vingtaine de Russes) restant dans une redoute à Primel.

C'est lors de cette évacuation, via Saint-Jean-du-Doigt, que le 5 août un affrontement meurtrier va opposer au carrefour du Boulva les occupants de deux voitures allemandes avec un détachement d'une cinquantaine de maquisards se dirigeant à Plougasnou : quatre Allemands tués, deux blessés, qui seront hospitalisés, et deux prisonniers, dont un sergent autrichien ; les Résistants ayant un tué, Marcel Mahéas, dont une stèle rappelle la mémoire.

Le dimanche 6 août, 80 F.F.I. pénètrent dans Plougasnou sous le commandement d'Hubert Pinaton, blessé lors de l'affrontement du Boulva, et se dirigent vers la redoute de Primel encore occupée par quelques Allemands (et *osttruppen*), qui vont faire prisonnier le parlementaire envoyé pour obtenir leur reddition. Il en ira de même pour le Dr Le Roux et Hubert Pinaton, qui échoueront à les faire se rendre ; toutefois, les trois parlementaires Résistants seront libérés sans dommage.

Pour autant la menace de l'affrontement reste présente : le 7 août, 12 soldats allemands sont tués et 10 sont blessés à l'entrée du bourg.

Et le mardi 8 août, une forte colonne allemande de 700 hommes, venant de Lanmeur et ayant pris position à 500 m du Bourg au lieudit «La Toupie», s'affronta aux F.F.I. inférieurs en nombre ;

¹⁰ Botros essaiera de se dissimuler à la Libération en s'engageant dans la Légion étrangère. Reconnu, arrêté le 28 février 1945, condamné à mort, il sera fusillé le 7 novembre 1945.

¹¹ La famille Jegaden avait recueilli un pilote de la R.A.F., Gérard Racine, abattu le 31 mars 1944 et réceptionné à Plougasnou ; il sera exfiltré vers l'Angleterre par le réseau «Var», basé à Guimaec. Ce réseau permettra le retour en France depuis Londres de François Mitterrand (alias Morland), qui débarquera près de Plougasnou en février 1944.

¹² Emile Jegaden s'évada le 28 avril 1945 lors d'une «marche de la mort», Laurent Le Bihan, François Le Coz, Louis le Gros, libérés en avril-mai 1945, connurent les camps du Struthof, de Mauthausen, de Dachau, de Buchenwald...

¹³ Il fut décoré à titre posthume de la Médaille militaire, de la Croix de Guerre et de la Médaille de la Résistance.

Joseph Marie Corre, né à Plougasnou en 1921, et Jean Guyader, né à Plougasnou en 1922, embarqués sur le *Surcouf*, disparaissent avec lui le 18 février 1942, ils sont aussi Médailleurs de la Résistance.

...MEDAILLEE DE LA RESISTANCE

il y eut quelques blessés de part et d'autre – dont Jean Flamenc, de Plougasnou, assez grièvement – qui furent soignés sur place par les docteurs Mélou et le Roux.

Les F.F.I. s'étant dispersés, le bourg fut occupé par les Allemands, dont le commandant exigea la désignation de 30 otages, afin de les placer en tête de colonne en boucliers humains lors du retrait de ses troupes vers Lanmeur, où les otages furent relâchés¹⁴.

Le 8 août, Plougasnou est libéré et de nombreux Plouganistes, ayant gagné le maquis de Plourin-les-Morlaix, y formeront une section autonome de 37 hommes, qui participera à la réduction de la Poche du Conquet y faisant 39 prisonniers.

Intégrée à l'armée régulière, devenue le «bataillon d'Ornano», elle poursuivra le combat à Brest, en octobre sur le front de Lorient, en février 1945 sur celui de Saint-Nazaire...

LA MÉMOIRE



Le Drapeau de l'Association des communes médaillées

Le 31 mars 1947, nous l'avons vu, la commune de Plougasnou se vit décerner la prestigieuse «Médaille de la Résistance».

Étroitement liée à l'«Ordre de la Libération», elle fut instituée à Londres par le général de Gaulle par son Ordonnance du 9 février 1943, afin de «reconnaître les actes remarquables de foi et de courage qui, en France, dans l'Empire et à l'étranger, auront contribué à la Résistance du peuple français contre l'ennemi et contre ses complices depuis le 18 juin 1940».

Fut mise simultanément en place une «Commission nationale de la Médaille de la Résistance» chargée d'examiner les propositions d'attribution, dont les premiers membres furent Claude Hettier de Bois Lambert (Prési-

dent), Antoine Bissagnet, Jacques-Emile Paris et Pierre Brossolette, elle migrera à Alger avant de gagner Paris.

La «Médaille de la Résistance», qui ne fut plus attribuée après le 1^{er} avril 1947¹⁵, fut décernée à 65 000 personnes physiques¹⁶, dont 28 000 à titre posthume¹⁷, à 21 unités militaires, 15 collectivités civiles et 18 collectivités territoriales, dont Plougasnou, par décret du 31 mars 1947¹⁸.

Le 12 juin 1986, les maires des 17 communes médaillées de la Résistance signaient une déclaration les engageant, en adhérant aux statuts de l'«Association Nationale des Médaillés de la Résistance française» (fondée le 2 juin 1947), à assurer la «*pérennité du message de la Résistance... [et] à entretenir entre collectivités des liens particuliers et de fraternité combattante*»; ce qui s'est traduit par l'organisation annuelle, à tour de rôle par chacune selon l'ordre alphabétique, d'une manifestation les réunissant, avec le passage d'un Drapeau de ville à ville.

Et, en 2013 naissait l'«Association nationale des communes médaillées de la Résistance française», dont le siège est établi au Mémorial de Caen, assurant la cérémonie annuelle. Ainsi le samedi 12 septembre 2020, Nathalie Bernard, maire de Plougasnou, recevait d'une délégation venue d'Oyonnax le Drapeau national portant les noms des 18 collectivités médaillées, la cérémonie officielle ayant rassemblé délégués des communes médaillées, élus locaux, enfants des écoles, associatifs, militaires... En septembre 2021 le drapeau fut transmis à Saint-Nizier-du-Moucherotte.

La mémoire de cette période de notre histoire, celle de l'Occupation, de la Résistance et de la Libération, est aussi inscrite dans l'espace public de Plougasnou, par des rues : rue des Martyrs de la Résistance, rue des FFL, rue de la Libération, rue Jean-Moulin, rue Pierre-Brossolette, rue Tanguy-Prigent, rue du lieutenant Marcel-Clech, rue Yvonne-Jegaden...

Ainsi que par des stèles : Stèle de Ruffelic, rappelant les 4 fusillés le 4 juillet 1944 du mouvement Libé-Nord¹⁹, Stèle de Pontplaincoat rappen-

¹⁴ Sauf au titre de la Résistance en Indochine pour laquelle le délai a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1947.

¹⁵ Une «Association Nationale des descendants des médaillés de la Résistance française» a été créée en 2018.

¹⁶ La Médaille peut encore être attribuée à titre posthume selon les mêmes critères.

¹⁷ La Médaille fut officiellement remise à la ville le 18 janvier 1957 lors d'une cérémonie devant le monument aux Morts.

¹⁸ Yves et Yvonne Jegaden, Isidore Masson, Charles Bescont.



Le Monument du Diben à la mémoire des Patriotes bretons ayant rejoint les FFL.

lant 4 autres Résistants du mouvement Libé-Nord fusillés le 6 juillet 1944, Stèle du Port du Diben portant l'inscription «18 juin 1940/Oiseau de la tempête»²¹, inaugurée le 8 août 1948 lors du Pardon du Diben, en présence du médecin général Sicé représentant le général de Gaulle et de Jean-Marie Hervé, patron du bateau, et Monument du Diben, érigé sur un îlot et inauguré le 18 juin 1955, à nouveau en présence du médecin général Sicé, par l'Association Sao Breiz²² en mémoire de 288 patriotes bretons²³ partis rejoindre les FFL, il a été restauré en 2000.

Et il y a, en proximité des limites de la cité, les stèles du Boulva, de Lanmeur, de «Kérabars» à Plouégat-Guérand²⁴.

Le 25 avril 2017 fut organisé un Forum de la Résistance. Un parcours de mémoire, ponctué d'une vingtaine de panneaux explicatifs, a été mis en place en 2020 à travers la cité. Le Conseil municipal des jeunes (entre 11 et 14 ans) est aussi très impliqué dans la préservation de la mémoire, participant à aux cérémonies patriotiques, quinze jeunes Plouganistes ont pris le chemin de Paris pour aller visionner le panneau consacré à Plougasnou au musée de l'Ordre de la Libération aux Invalides...

²⁰ Alexis Moal, Claude Kerguiduff, Jean Scour, Pierre Moal

²¹ L'«Oiseau de la tempête» donne aussi son nom au grand rocher face aux Aiguilles du Diben.

²² Association de Bretons de la France Libre fondée à Londres début août 1940 sous le nom de Fidel Armor et qui, animée par le médecin général Sicé, prendra le nom de Sao Breiz («Debout Bretagne») fin 1942.

²³ Dont 19 de Plougasnou, parmi eux, Albert Hervé, fils de Jean-Marie, parti le 18 juin 1940 sur l'Oiseau des tempêtes rejoindre les FFL et qui disparaîtra lors du naufrage le 18 février 1942 du sous-marin FNFL Surcouf au large du Mexique.

²⁴ La Stèle du Boulva, à Saint-Jean-du-Doigt, rappelle la mort tragique de Marcel Mahéas le 5 août 1944. La Stèle de Lanmeur a été érigée à la mémoire de Jean-Toussaint Tanguy et Vincent Le Noan, tombés le 8 août 1944 lors des combats de la libération de Plougasnou. La stèle de Plouégat-Guérand mentionne parmi les 42 noms de martyrs gravés, 8 martyrs de Plougasnou présents aussi sur les stèles de Ruffelic et de Pontplaincoat.

¹⁴ À l'entrée du bourg de Lanmeur, deux FFI armés – Jean Tanguy et Vincent Le Noan – s'étant avancés par méprise vers les otages en tête de la colonne furent abattus par les Allemands.

LES GEORGIENS DANS LA RESISTANCE EN FRANCE

En visite officielle en France en 1998, Edouard Chevarnadzé, l'ancien ministre soviétique des Affaires étrangères de l'époque Gorbatchev, devenu en 1992 Président de la République de Géorgie, ex-république caucasienne soviétique ayant ré-accédé à l'indépendance en avril 1991 à la dissolution de l'U.R.S.S., se rendit à Leuville-sur-Orge, petite cité proche d'Arpajon, dans l'Essonne. Dans les années qui suivirent, firent aussi le voyage de

Leuville ses successeurs à la présidence de la Géorgie, Mikhaïl Saakachvili, en 2004, Giorgui Margvelachvili, en 2016 et, le 17 février 2019, Salomé Zourabichvili, l'actuelle présidente, née à Paris, ancienne ambassadrice de France en Géorgie en 2003-2004..., avant de devenir ministre des Affaires étrangères du pays de ses ancêtres. Puis, depuis décembre 2018, sa Présidente.



Avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Géorgie est l'un des trois pays contemporains du sud Caucase. Son indépendance, proclamée le 26 mai 1918¹, à l'effondrement de l'Empire tsariste auquel il avait commencé à être intégré à partir de 1800, sera reconnue le 27 janvier 1921 *de jure* par la France ; la Géorgie ayant participé, en tant que pays indépendant, avec 26 autres États et 4 dominions britanniques, à la Conférence de la Paix qui se tint de la mi-janvier à la fin novembre 1919 à Versailles² pour élaborer les traités de paix avec les pays héritiers de l'alliance des empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie, Empire Ottoman, Bulgarie) vaincus en 1918. Naîtra de cette conférence la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU.

Cette reconnaissance de la République Démocratique de Géorgie entraînera l'ouverture ce même 27 janvier 1921 de sa représentation diplomatique à Paris, la **Légation géorgienne** s'installant dans un immeuble Impasse des Prêtres, dans le XVI^e arrondissement. Présidée par Akaki Tchenkéli, ministre plénipotentiaire pour l'Europe et ancien ministre géorgien des Affaires étrangères, elle aura aussi à sa tête le Premier secrétaire Sossipatré Assatiani.

Ces relations entre la France et la Géorgie ne sont pas les premières de l'Histoire, celles-ci datant d'au moins huit à neuf siècles : à l'époque des Croisades, les chevaliers géorgiens combattirent aux côtés des chevaliers français devant Jérusalem ; et elles prirent une forme diplomatique au XV^e siècle.

Ainsi, en 1460, le roi de France Charles VII recevra une délégation du roi Georges VIII de Géorgie lui demandant l'aide de la France contre la menace des Turcs qui, en prenant Constantinople en 1453, avaient mis fin à l'Empire Byzantin.

Durant plusieurs siècles, la Géorgie, royaume chrétien comme l'Arménie voisine, affaiblie par des divisions régionales entre principautés rivales, sera menacée par ses voisins, l'Empire turc ottoman, la Perse et, *in fine*, la Russie tsariste ; d'où sa recherche d'appui extérieur. D'autres diplomates furent envoyés en France à cette fin, auprès de François 1^{er} entre 1515 et 1547, auprès de Louis XIV en 1714. Mais, en 1813, par le traité de Golestan, l'Empire russe annexera la totalité de la Géorgie.

Pour l'heure, en ce début du XX^e siècle, au lendemain de la Première Guerre mondiale, la menace turque, concrétisée durant le conflit, se pérennisa sur le sud du territoire géorgien, tandis que la Guerre civile, s'étendant dans l'espace de l'ex-empire tsariste entre bolcheviks, Russes blancs, conservateurs et nationalistes divers, va concerner le Caucase, et impliquer la Géorgie ; laquelle a sollicité sans succès, notamment auprès de la France, un «tutorat» – un protectorat de fait – sur ses Affaires extérieures, la garantissant contre l'expansionnisme de ses voisins.

L'évolution du conflit va conduire l'Armée rouge, avec en son sein les Bolcheviks géorgiens, à entrer le 25 février 1921 dans la capitale géorgienne Tiflis (Tbilissi), puis le 18 mars dans le port de Batoumi sur la Mer Noire, où s'était réfugié le Gouvernement de la République démocratique, évacué la veille – quatre ministres, accompagnés d'une centaine de personnes, dont des parlementaires, et leurs familles... – avec le Trésor national par le croiseur cuirassé français «Ernest-Renan» ; d'abord vers Constantinople

puis la France, où est créée en 1922 l'«Association géorgienne en France».

À Leuville-sur-Orge, petit village de Seine-et-Oise sud (aujourd'hui l'Essonne) ayant alors un millier d'habitants, à 25 km de Paris, auquel il est relié par un chemin de fer sur route, les exilés géorgiens achètent le 24 juin 1922, avec des fonds de l'État géorgien, une propriété de 5 ha – dont les terres vont être mises en cultures de subsistance – avec un pavillon de chasse, appelé «le Château», où vont être aménagés, outre des bureaux, une quinzaine d'appartements où vivront de 20 à 30 émigrés, résidents ou de passage.

EXIL GEORGIEN EN FRANCE

Leuville-sur-Orge va devenir ainsi la «capitale» de la République démocratique géorgienne, dont le gouvernement en exil à Leuville apportera en 1924 son concours à un soulèvement national dans le pays. Où s'est installée une «République socialiste soviétique» (RSS) fédérée dans l'URSS³, à qui elle fournira, jusqu'au terme de son existence en 1990, plusieurs dirigeants éminents. Le premier étant un certain Iossif Vissarionovitch Djougachvili, plus connu sous le nom de... Staline ; l'on peut citer aussi «Sergo» Orjonikidzé, Lavrenti Béria, et plus récemment, déjà évoqué, Édouard Chevarnadzé⁴.



Le «Château» de Leuville-sur-Orge, siège du Gouvernement géorgien en exil.

¹ Après la révolution russe de février 1917 qui renversa le Tsar, un «comité spécial de Transcaucasie» fut mis en place, et une assemblée parlementaire transcaucasienne (Sejm) rassemblée, à partir de février 1918, des députés géorgiens (29), arméniens (24), azéris (44) et russes (3). Elle donna naissance le 10 avril suivant à la «République démocratique fédérative de Transcaucasie», dont l'existence fut brève (un mois) : la Géorgie proclama son indépendance le 26 mai 1918, l'Arménie et l'Azerbaïdjan firent de même le 28 mai.

² La délégation géorgienne à la Conférence de Versailles est conduite par Nicolas Tchkeïdzé, président

de l'Assemblée constituante, assisté d'Irakli Tséréteïli. Le 27 janvier 1921, Aristide Briand, président du Conseil français et de la Conférence interalliée, écrit à Evguéni Guéguatchkon, ministre géorgien des Affaires étrangères : la Conférence «a été unanime à décider de reconnaître de jure le gouvernement géorgien».

³ La RSS de Géorgie sera de 1922 à 1936, avec les RSS d'Arménie et d'Azerbaïdjan, une composante de la République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie, fédérée dans l'URSS.

⁴ Grigory «Sergo» Orjonikidzé, bolchevik géorgien depuis 1903, dirigeant soviétique longtemps proche de

Staline, officiellement suicidé en février 1937.

Lavrenti Béria : né en 1899 en Abkhazie, région de Géorgie actuellement sous occupation militaire russe, secrétaire général du Parti communiste géorgien de 1934 à 1938, ministre soviétique de l'Intérieur (NKVD, MVD) de novembre 1938 à juin 1953. Il sera un des principaux dirigeants des sanglantes purges staliniennes. Exécuté après la mort de Staline en 1953.

Edouard Chevarnadzé, né en 1928, premier secrétaire du PC géorgien de 1972 à 1985, ministre soviétique des Affaires étrangères de 1985 à 1990 puis président de Géorgie de 1992 à 2003. Décédé en 2014.

MOUVEMENTS ET RESEAUX...

L'échec du soulèvement indépendantiste de 1924 va mener sur les chemins de l'exil une deuxième vague d'émigration : vers la Pologne, pour de nombreux militaires, en Allemagne, et en France, où la nationalité géorgienne reste reconvenue aux émigrés de Géorgie ; dont la légation garde un statut diplomatique doté d'extra-territorialité et qui délivre aux émigrés géorgiens de toute l'Europe des passeports, des documents consulaires et d'état-civil, des attestations de toute nature.

Faisant croître à plus d'un millier de personnes la communauté géorgienne, ces plusieurs centaines de nouveaux émigrés vont ainsi s'installer en France, la Légation de Géorgie et l'«Association géorgienne en France» leur apportant leur concours, notamment pour l'obtention de permis de travail et de séjour. Ils se disperseront à travers la France, en Région parisienne, travaillant chez Renault, chez Citroën, ou créant de petites entreprises, tel Guiorgui Kvinitadzé, dernier commandant en chef de l'armée géorgienne⁵ et Président de l'«Association des officiers géorgiens en France», qui ouvre à Chatou un atelier réputé de yaourt, mais aussi dans l'Est, autour de Sochaux, grâce à un accord de formation/emploi avec l'usine Peugeot ; d'autres seront chauffeurs de taxi, artistes...

À la fin des années 1920, la Préfecture de Police de Paris estime que la population de nationalité géorgienne immigrée en France pour raison politique est de l'ordre de 1 200 personnes. Ce chiffre s'élèvera à près de 2 500 à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

En son sein, contrées par les services secrets soviétiques, seront actives des structures clandestines en lutte contre l'URSS, tel le «Groupe Caucase», soutenu et financé par l'Allemagne et le Japon, ou le «Mouvement Prométhée», soutenu par la Pologne, qui mèneront des actions de renseignement et d'opposition en Géorgie soviétique à partir des frontières turques, iraniennes ; elles disparaîtront au début de la Guerre en 1939, certains de leurs membres collaboreront avec les occupants nazis de la France de l'été 1940 à 1944.

La reconnaissance le 28 octobre 1924 de l'URSS par la France, qui a obtenu des Soviétiques que soit réservé le cas de la Géorgie, ne va pas modifier pour près d'une décennie le statut des immigrants géorgiens et de la Légation géorgienne. Durant cette période sera fondée en 1929 la «Paroisse orthodoxe géorgienne Sainte-Nino de Paris», 43 rue François-Gérard à Paris ; son premier recteur à partir de 1931, Grégoire Péradzé, arrêté dix ans plus tard le 5 mai

1942 par la Gestapo, notamment pour l'aide apportée aux Juifs, sera déporté à Auschwitz, où il décédera le 6 décembre suivant.

À partir de 1931 se met en place au cimetière de Leuville-sur-Orge ce qui y deviendra un «Carré géorgien», abritant aujourd'hui 500 sépultures, dont celle de Noé Jordania⁶, qui proclama le 26 mai 1918 le retour à l'Indépendance de la Géorgie.

LES APATRIDES GEORGIENS

Le statut de la Géorgie en France maintenu en 1924 va être abrogé en 1933, les Soviétiques ayant exigé et obtenu la levée de la clause de réserve lors des négociations qui aboutiront – Hitler est arrivé au pouvoir en Allemagne le 30 janvier 1933... – à la signature le 2 mai 1935 d'un «traité franco-soviétique d'assistance mutuelle» en cas d'agression non provoquée.

De ce fait, la Légation géorgienne de Paris, fermée le 16 mai 1933, perd son statut diplomatique, et les immigrants géorgiens... leur nationalité géorgienne, ils deviennent des «apatrides d'origine géorgienne».

Restant, comme l'avait été la Légation, sous la présidence de Tchenkeli et la direction de Sossipatré Assathiany, un «Office des Réfugiés géorgiens en France», est créé ce même 16 mai 1933 avec l'assentiment des autorités françaises, et installé 32, rue Boileau, Paris 16^e ; il gardera jusqu'en 1942, toujours en liaison avec les autorités françaises d'alors, des compétences administratives de type consulaire, les attestations militaires étant à la signature du colonel Jakaïa, président de l'«Association des Anciens Combattants géorgiens».

En janvier 1942, dans la France ayant été vaincue en juin 1940 par la Wehrmacht, le ministère des Affaires étrangères de l'administration pétainiste, dite l'«État français», dissoudra tous les «Offices de réfugiés», dont le géorgien, les remplaçant par un «Bureau chargé des intérêts des Apatrides» créé à Vichy, qui aura une délégation parisienne 6, cité Martignac, placée sous la direction du Consul général Yves Corson, et qui aura en son sein comme «chef de la Section géorgienne» Sossipatré Assathiany.

De leur côté, les Allemands créeront le 21 avril 1942 un «Office des réfugiés caucasiens», dont la section géorgienne sera confiée à un Géorgien ayant vécu en Allemagne, Sacha Kordia, chargé de surveiller les émigrés et de tenter de les faire adhérer à la collaboration avec l'Allemagne, en spéculant sur un antisoviétisme découlant de l'hostilité à l'annexion de la Géorgie par l'URSS. À l'été,



Sossipatré Assathiany.

ils fonderont un «Comité national géorgien» qui n'aura guère d'audience.

DANS L'ARMÉE FRANÇAISE

Un tel sentiment nationaliste antisoviétique avait été utilisé en avril 1940 en France pour mettre sur pied au camp de Barcarès, à l'initiative du Général Weygand, alors commandant en chef de l'armée française du Levant, une unité militaire géorgienne, placée sous le commandement de Georges Odichelidzé, forte de 160 à 180 soldats, recrutés principalement parmi les Géorgiens de la Légion étrangère et les cinquantaine de Géorgiens qui, pour défendre la France entrée en guerre avec l'Allemagne, s'étaient engagés à partir de septembre 1939 dans les «Régiments de Marche des Volontaires Etrangers» (RMVE) ; et ce dans la perspective d'ouvrir, à partir du Liban alors sous mandat français, pour soulager la Finlande attaquée par l'URSS⁷, un front dans le Caucase contre l'URSS, présentée comme l'alliée de l'Allemagne du fait du pacte germano-soviétique.

L'arrêt de la Guerre soviéto-finlandaise le 13 mars 1940, l'échec en avril de l'expédition franco-britannique de Narvik, puis l'offensive allemande du 10 mai dans les Ardennes et en Belgique rendront obsolète l'opération projetée ; et l'unité géorgienne fut dissoute après l'armistice du 22 juin 1940 actant la défaite française.

Plusieurs des membres de cette unité géorgienne vont rejoindre les Français libres, tels le capitaine Dimitri Amilakvari, prince géorgien, en France depuis 1922, ancien de l'expédition de Narvik dans la 13^e Demi-brigade de la Légion étrangère, la 13^e DBLE qui, répondant à l'appel du 18 juin 1940, gagnera la Grande-

démocratique de Géorgie de juillet 1918 à mars 1921. Réfugié en France, il y présidera jusqu'à sa mort en 1953 le Gouvernement national en exil.

⁵ Décédé en 1970 à l'âge de 95 ans, il est inhumé au cimetière de Chatou. Depuis, 2006, une rue de Tbilissi, la capitale géorgienne, où est situé le ministère de la Défense, porte son nom.

⁶ Noé Jordania, né en 1868, participa en 1893 à la naissance du Parti Ouvrier Social-démocrate de Géorgie. Le 26 mai 1918, il proclama l'indépendance de la Géorgie, sera président du Gouvernement de la République



Dimitri Amikalavari.

Bretagne le lendemain ; et l'Afrique quelques semaines plus tard. Où il participera avec les F.F.L. en mars-avril 1941 à la campagne d'Erythrée, avant de prendre part en juin 1941 à celle de Syrie ; ce qui lui vaudra une condamnation à mort prononcée en France par Régime pétainiste.

Promu lieutenant-colonel en septembre 1941 et placé à la tête de la 13^e D.B.L.E., il sera l'adjoint du général Koenig lors de la bataille de Bir Hakeim, du 26 mai au 11 juin 1942.

Le 10 août 1942, la Croix de la Libération lui est remise par le général de Gaulle. Hélas, sept semaines plus tard, lors de la bataille d'El Alamein, il sera tué le 24 octobre 1942 par un éclat d'obus. La 141^e promotion de Saint-Cyr (1954-1956) porte son nom.

Fils adoptif de l'ancien ministre et premier ambassadeur géorgien en France, lui aussi saint-cyrien, entré dans la Légion étrangère, Alexis Tchenkeli rejoindra les services secrets militaires français. Gagnant Londres via Tanger et Gibraltar, il participera avec les F.F.L. aux campagnes d'Égypte et de Libye, il débarquera en Corse, fera la campagne d'Italie et terminera la guerre comme colonel. Six autres officiers d'origine géorgienne de la Légion étrangère des F.F.L. atteindront le grade de lieutenant-colonel.

Georges Odichelitzé, le commandant de l'Unité géorgienne de Barcarès, aura rejoint la Légion étrangère après Barcarès ; et il combattra en 1943 sur le Front de Tunisie avec les Français Libres.

Le «Service Historique de la Défense» à Vincennes conserve une vingtaine de

dossiers individuels de Géorgiens ayant rejoint les FFL, tels ceux de Michel Ichoeff, âgé de 37 ans qui les rejoignit à Londres dès juillet 1940 ou de Georges Giuliana, âgé de 25 ans, qui fit de même au Liban en août 1942.

D'autres militaires de cette «Unité géorgienne» formée à Barcarès resteront en France à sa dissolution, et rejoindront la Résistance, les maquis à leur formation, dans les FTP et le Front National, tels Georges Soulatzé, médecin, poète.

Serge Souladzé, né en 1916 à Tbilissi, étudiant en médecine à Paris, entrera dans la Résistance en octobre 1940, sera proche de l'«Organisation spéciale» du Pcf puis en 1942 sera intégré aux FTP ; sous le pseudonyme d'Henri Tavernier, il fera partie du Comité parisien de l'«Union des Étudiants Patriotes», participera en Seine-et-Oise à l'insurrection de la Région parisienne de juillet-août 1944, dans les FFI comme Georges Guazava et Alexandre Méliava, dans des groupes urbains de Résistance ou cacheraont des clandestins, tels Chalva Abdoucheli, qui hébergera des émissaires de la France libre de Londres – parachutés sur le territoire français – et sauvera des Juifs, géorgiens ou non. Ou encore le père Elie Méliá, ordonné prêtre orthodoxe en août 1943, qui organisera l'évasion d'une cinquantaine de prisonniers soviétiques que sa Paroisse de Belfort cachera du 6 septembre au 20 novembre 1944, date de la libération de la ville.

Sossipatré Assathiany, mais aussi Michel Kédia, Sacha Korkia et Joseph Eli-goulachvili (président du «Groupement des Géorgiens de confession juive en France»), vont réussir à faire exempter les Juifs géorgiens de l'enregistrement à la préfecture et du port de l'étoile, argumentant qu'ils ne sont que des membres de l'ethnie géorgienne, considérée par les nazis comme néo-aryenne, simplement convertis à la religion juive. Et même à étendre cette protection – en «géorgianisant» leurs patronymes – à 243 familles juives originaires d'Espagne des Balkans, d'Iran et du Turkménistan, sauvant ainsi de la déportation plus d'un millier de personnes.

Mais, en février 1943, Sossipatré Assathiany sera sur dénonciation arrêté par la Gestapo et, comme sa femme en avril, conduit au Fort de Romainville : ils finiront par être libérés sur intervention. Fin 1943, la politique des Allemands à l'égard des Juifs géorgiens changera, et ils devront passer à la clandestinité pour échapper à la déportation.

Chalva Abdoucheli, ancien président de l'«Association géorgienne en France», en France en 1923, héberge des envoyés de la France libre, et sauvera des Juifs, géorgiens ou non.

DES COLLABORATEURS

Il y eut aussi des collaborateurs géorgiens, moins d'une centaine sur les 2 000 à 3 000 émigrés géorgiens présents en France en 1940. Citons ce qu'on appellera la «Gestapo Géorgienne», un groupe de 80 personnes, dont 33 Géorgiens et 30 Français, basé d'abord 52 rue de Wagram, puis 6 rue de Londres et 54 rue de Varennes, et qui, sous la direction de Chalva Odischaria, un aventurier né en 1903 et arrivé en France en 1929, sera un clone de la Gestapo française de la rue Lauriston. Lié au SD allemand, il lui apportera son concours dans la répression, et se spécialisera dans le pillage et l'extorsion notamment à l'encontre des Juifs. Odischaria disparaîtra sans laisser d'adresse en 1945, plusieurs de ses complices seront fusillés.

D'autres, tel cet émigré géorgien à Bordeaux, francophone et germanophone, traducteur à la Préfecture, trouvera un intérêt matériel personnel à se mettre au service des Allemands.

Mais il y aura aussi, arrivés dans notre pays entre 1943 et 1944, d'autres Géorgiens qui seront des collaborateurs des nazis, parfois involontaires, tandis que d'autres Géorgiens deviendront Résistants ; les uns et les autres en nombre.

L'attaque de l'URSS en juin 1941 par l'Allemagne nazie va mobiliser pour s'opposer à l'agresseur des millions de Soviétiques, parmi lesquels 700 000 Géorgiens de la République soviétique de Géorgie qui se battirent en tant que soldats de l'Armée rouge contre l'Allemagne nazie. (200 000 tombèrent au combat, 137 reçurent le titre de «Héros de l'Union soviétique» pour leurs exploits militaires).

Lors des diverses offensives de l'Opération Barbarossa en 1941-1942, la Wehrmacht fit des millions de prisonniers soviétiques, parmi lesquels des centaines de milliers de non-russes : Ukrainiens, Baltes, Turkestaniens, Caucasiens, que les Allemands vont s'efforcer de dissocier des Russes, dont la condition de prisonniers des nazis est souvent l'antichambre de la mort à court terme, par la famine ou les brutalités.

En s'appuyant sur des sentiments nationalistes réels ou suscités parmi ces nationalités, avec le concours d'émigrés ayant fui l'URSS à sa fondation, et aussi sur l'espérance, pour ceux qui feront ce choix, que l'intégration dans l'Armée allemande leur... permettrait d'éviter un sort funeste à court terme, les nazis vont s'efforcer de circonvenir et rallier un nombre important de ces prisonniers.

C'est ainsi que va être formée une «Légion géorgienne» de la Wehrmacht, qui comptera plus de 12 000 hommes, répartis dans 14 bataillons.

⁷ La Finlande, incluse par les clauses secrètes du Pacte germano-soviétique d'août 1939 dans la sphère d'influence de l'URSS, lui refusa des concessions territoriales destinées à assurer la sécurité stratégique de Le-

ningrad. Les Soviétiques l'attaquèrent alors le 14 décembre 1939, ce fut le début de la «Guerre d'Hiver», qui durera jusqu'au 13 mars 1940.

MOUVEMENTS ET RESEAUX...

Plusieurs d'entre eux vont être envoyés en France, pour y remplacer des unités allemandes jusque-là positionnées sur le Front de l'Atlantique et, qui du début à l'été 1943, vont être envoyées sur le front de l'Est pour faire face à l'offensive de l'Armée rouge.

Trois de ces bataillons de Géorgiens seront, avec d'autres «ostruppen», envoyés en Normandie et Bretagne pour défendre le «Mur de l'Atlantique». Et, au début 1944, afin de combattre la Résistance. 1 autre le sera en Dordogne, 3 dans le Centre ouest (deux bataillons rejoignent Albi et Castres).

Ces unités vont aussi avoir à combattre sur le Front de l'Atlantique lors du Débarquement et les semaines qui vont suivre, de même que – tel le 799^e bataillon au côté de la Division Brehmer – à participer dans le Périgord, en Corrèze – à la répression de la Résistance et des civils. Il en ira de même dans d'autres régions, comme en août 1944 dans le Lauragais lors du repli de la Wehrmacht.

Dans l'Ain, du 10 au 21 juillet 1944, la *Freiwilligen-Stamm-Division*, formée le 1^{er} février 1944 dans le sud de la France à partir de volontaires antibolchéviques russes, ukrainiens, géorgiens, est responsable, directement ou indirectement, de 1 175 arrestations, 184 assassinats, 34 viols et 247 incendies de maisons ; ainsi que de nombreux actes de tortures et de pillages.

Mais, au sein de ces troupes, les «*Osttruppen*», plusieurs centaines de Géorgiens, ayant été forcés par la menace directe ou indirecte de s'y joindre, vont se révolter contre l'encadrement allemand, souvent en l'exécutant avant de passer au maquis dès que possible, et de combattre aux côtés des maquisards français.

PASSAGE À LA RÉSISTANCE

Plusieurs centaines de ces anciens soldats soviétiques géorgiens passés dans la Résistance ont en effet combattu avec les maquis : ainsi, pour la période du 25 septembre 1943 au 15 mai 1945 une liste nominative de 183 militaires géorgiens issus du 799^e bataillon est établie.

Beaucoup des 300 Géorgiens pris en photographie à Toulouse en mai 1945, passés à la Résistance, avaient aussi participé à la Libération d'Albi le 22 août 1944, à celle de Carmaux, de Cognac, de Montauban.

Lors de l'affrontement qui opposa en juin 1944 aux Allemands les FTP de Hénin-Liétard, ceux-ci avaient une compagnie soviétique commandée par un Géorgien, Mohamed Unatchey, ayant parmi ses hommes les Géorgiens Vassili Sellindze, Siméon Rotachvili, Iliia Datiashvili.

En avril 1945, Sossipatré Assathiany redevenant l'interlocuteur des autorités françaises, l'«**Office des réfugiés géorgiens en France**» fut réouvert, s'intégrant en janvier 1947 à l'«*Organisation internationale pour les réfugiés*» de l'ONU, dont une délégation fut installée à Paris, 7 rue Copernic. L'«*Office des réfugiés géorgiens*» y sera représenté par Sossipatré Assathiany – qui a créé avec Akaki Tchenkeli le «*Conseil géorgien pour les réfugiés*» – et par Georges Lomadzé, ancien de l'insurrection de 1924, qui participa à la Résistance et à l'insurrection de Paris (décédé le 3 mars 2005, il a été inhumé au cimetière de Leuville).

En Lorraine, l'un des 18 détachements de prisonniers soviétiques, le «*n°6*», est commandé par Pavol Chavchichvili, dans l'Eure, le groupe FFI de Beaumesnil intègre 3 sous-officiers géorgiens.



Vakhtang Sekhniachvili, le «*commandant Vania*».

Le 1^{er} octobre 1950 est mis en place l'«*Office des Réfugiés et Apatrides*», installé dans l'ancienne ambassade du Japon avenue Hoche, puis le 25 juillet 1952 naît l'«*Office français de protection des réfugiés et apatrides*» (OFPRA), qui aura en charge les affaires de l'émigration géorgienne. En son sein, Sossipatré Assathiany, qui décédera en 1971 à 99 ans, y aura eu, jusqu'à sa retraite en 1958, la charge d'«*officier de protection*» des émigrés géorgiens.

Parmi eux, Vakhtang Sekhniachvili, qui s'évada au nord d'Albi de la Wehrmacht dans la nuit du 4 août 1944 et rejoignit avec 161 compatriotes les FTP. Alias le «*Commandant Vania*», le 7 juillet 1945, il reçut la Croix de Guerre avec cette citation du général Koenig : «*un officier plein d'allant dans les combats pour la ville de Carmaux..., témoignant d'un souverain mépris du danger dans les engagements de Jouzequiel*». Il retourna en URSS à la Libération. Les Prisonniers de guerre géorgiens devenus résistants en France, comme Vakhtang Sekhniachvili, connaîtront pour la plupart un rapatriement obligatoire vers l'URSS, où l'accueil ne fut pas toujours très chaleureux⁸.

Certains, pour rester en France, se cachèrent, ou s'engageront dans la Légion étrangère française ; ce qui parfois les conduira en Indochine. Depuis, les années ont passé, et le «*Commandant Vania*», qui avait reçu le 14 juillet 2005 la Légion d'honneur de l'ambassadeur de France à Tbilissi, est à plusieurs reprises revenu en France, où il a été reçu et honoré.

Le 5 août 2023 décédait une géorgienne... «*immortelle*»: Hélène Carrère d'Encausse, Secrétaire perpétuelle de l'Académie française, cousine de l'actuelle Présidente de la Géorgie.

En 2024, les émigrés géorgiens en France sont entre 14 000 et 15 000.



Toulouse, mai 1945, les maquisards géorgiens de la Dordogne (en photo : P. Kitiashevili, sous-lieutenant).

⁸ Ainsi, Vakhtang Vania, reçu en héros en 1945, sera arrêté en 1947 comme... «*espion impérialiste*», et en-

voyé au Goulag jusqu'en 1953... Il en sera libéré à l'arrivée de Khrouchchev à la tête de l'URSS.

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacrerent leurs efforts à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son Journal adressent aux familles des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Marguerite ARLAUD (Puy-de-Dôme)

Née le 3 janvier 1926 à Thiers dans une famille de bouchers, Marguerite Dumont vécut jusqu'à l'âge de 6 ans auprès de ses grands-parents maternels, monteurs de couteaux à domicile non loin de là, à Chochoat, avant de revenir intégrer le domicile parental. Élève de l'école primaire de Turelet, elle y obtiendra le Certificat d'études primaires avant d'entrer au lycée professionnel thiernois, où les jeunes filles apprenaient la couture et la cuisine ; études de cuisine qu'elle ne pourra suivre.

Lorsque l'armistice actant la défaite de la France est signé le 21 juin 1940, Marguerite n'a qu'un peu plus de 14 ans, son frère aîné René a 16 ans, il va devenir ouvrier métallurgiste, coutelier à Thiers. Ayant rejoint la Résistance à son début, les Jeunesses communistes clandestines, René Dumont, responsable depuis janvier 1943 des «Forces Unies de la Jeunesse», étant envoyé en septembre 1943 dans l'Allier, demande à sa sœur Marguerite, qui va prendre le pseudonyme de «Line», de lui succéder à la direction de ce groupe de jeunes Résistants qu'il avait créé en 1942 avec des élèves au collège Audembron, de Thiers.

Après avoir rencontré René Regne (alias Normand), responsable régional des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP), Marguerite va en prendre la direction du secteur de Thiers et en devenir membre du comité départemental.

Marguerite, désormais âgée de 18 ans, va devenir au printemps 1944 agent de liaison du chef des FTP Victor Baudry (alias Mercier, Aubin). Ce fut une mission épuisante, car elle dut pour la remplir, circuler à vélo dans cette région montagneuse. En mai 1944, de retour de mission, elle s'écroula devant la sous-préfecture et dut, sur ordre médical, respecter un repos total à Montaignut-le Blanc, jusqu'à la Libération de Thiers par la Résistance le 25 août.

Après avoir siégé au Comité de Libération de Thiers, elle travailla un temps au quotidien *La Liberté* de Clermont-Ferrand. En 1945, elle rencontra Simon Arlaud, venu de Marseille à Thiers sur la tombe de son frère, François Arlaud, Résistant tué dans la région de Thiers le 17 août 1944. Elle se maria avec lui le 5 décembre 1945 et partit avec lui vivre quelque temps à Marseille, ils eurent deux filles, nées en 1946 et 1951, Dominique et Monique. Son mari, Simon Arlaud, décéda en 1999.

Marguerite, comme ses deux filles, s'investira dans le travail de mémoire, contre les résurgences du fascisme, elle apportera son témoignage sur la Résistance auprès des élèves.

Présidente d'honneur de l'ANACR de Thiers et du Puy-de-Dôme, et du Comité d'honneur du Mémorial en Livradois-Forez, Marguerite Dumont-Arlaud, qui s'est éteinte le 8 septembre 2023, avait reçu à la Libération un Certificat de bravoure, elle était titulaire du T.R.N., des Croix du Combattant et du Combattant Volontaire de la Résistance, elle avait reçu le 25 août 2014, pour le 70^e anniversaire de la Libération, les Médailles de la Ville et de l'Assemblée nationale des mains de Claude Nowotny, maire de Thiers, et André Chasaigne, député.

Guy DESCHAMPS, Louis BOUHALLIER (Eure)

Guy Deschamps nous a quittés le 9 janvier 2024, à l'âge de 84 ans. Retraité de l'industrie, il fut le principal artisan de la formation en 1997-1998 du Groupe des «Ami(e)s de la Résistance» de l'Eure, dont il fut élu Président, en même temps qu'il apportait son concours au Comité départemental de l'ANACR, dont il sera élu en 1998 vice-président associé. Sur le plan national, il fut élu «membre associé» du Conseil national de l'ANACR en octobre 1998 puis, en octobre 2000, au congrès de Saint-Brieuc, «membre associé» du Bureau national.

Et, lors fut prise en 2003 la décision de mettre en place une «Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (ANACR)», il en fut élu à la Direction nationale, à laquelle il appartiendra jusqu'au terme de l'existence de l'«Association des Ami(e)s» en 2009, les Ami(e)s étant, à partir de son congrès de Limoges en 2006, aussi intégrés directement dans l'ANACR ; dont Guy devenu en 2008 Président délégué départemental du Comité de l'Eure, sera membre du Bureau national. Il le restera jusqu'en 2014, en en ayant été de 2004 à 2014 trésorier adjoint.

Louis Bouhallier, disparu le 17 mars 2024 à 102 ans, doyen des Résistants de l'Eure, était né le 17 novembre 1921 à Gonnevilliers-sur-Mer (Calvados). Il commença sa vie professionnelle comme enseignant, à Dives-sur-Mer, dont il deviendra secrétaire du Commissariat de la Police municipale le 1^{er} septembre 1942, avant, ayant été reçu au concours de secrétaire de police d'Etat, d'entamer une carrière professionnelle dans la police nationale, au Commissariat central du Havre.

Entré en Résistance en 1940, dès les débuts de l'Occupation, ses fonctions successives dans cette période lui permettront de pouvoir prévenir des personnes recherchées ; action qui lui vaudra d'être reconnu «Résistant isolé», et d'être à la Libération libéré de ses obligations militaires. Resté dans la police après la Guerre, il y effectuera toute sa carrière professionnelle jusqu'à sa retraite en 1976, étant resté pendant 21 ans à la tête du commissariat de Bernay. Il était Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

René THIBAUT, Bernard RAPPOPORT (Indre)

Né en 1925 à Sougé (Indre), René Thibault travaillait dans la ferme de son grand-père quand la Seconde Guerre mondiale fut déclarée. C'est dans une logique familiale qu'il entra en résistance, ses parents recueillirent et cachèrent des Juifs au début de la Guerre, et lui-même entra dans la Résistance à l'âge de 18 ans, sous le pseudonyme de «Petit-Béret».

Il se déplaçait de nuit sur sa bicyclette jusqu'aux points de ralliements, œuvrant dans le secteur d'Issoudun à Vatan dans l'Indre, rejoignant de nuit, parfois armé d'un fusil Mas 36 et d'un petit pistolet qu'il savait peu utile face aux armes de guerre, le maquis voisin d'Écueillé (Indre), où il est chargé de transmettre des renseignements Malgré toute la

discretion qu'il apportait dans ses missions (il ne connaîtra par sécurité le nom des autres maquisards qu'à la fin de la guerre), un jour, les gendarmes de Buzançais (Indre) vinrent chez lui, et lui administrèrent une sévère correction pour essayer de le dissuader de continuer son action résistante. Un épisode traumatisant, qui ne l'empêcha pas de poursuivre son travail de l'ombre.

Les nazis chassés du territoire par l'action de la Résistance et des troupes alliées débarquées le 6 juin en Normandie et le 15 août en Provence, René Thibault s'engagea dans le premier bataillon de chasseurs à pied et partira dans le Jura avant d'être envoyé sur le Front des Poches de l'Atlantique (Lorient, Royan, Saint-Nazaire) où il sera blessé au pied par une mine sur la plage dans le village du Pouliguen en Loire-Inférieure (Atlantique).

Démobilisé le 19 octobre 1945, rendu à la vie civile, il retourna à Buzançais puis s'installa à Vierzon où il fit toute sa carrière dans l'industrie, jusqu'à sa retraite en 1985, décidant alors d'emménager à Theilly où il fut adjoint au maire au sein de la municipalité. Il s'engagea aussi dans des Associations mémorielles pour œuvrer à la paix des hommes.

En 2015, à la suite de Pierre Lefèvre, il accepta la Présidence départementale de l'A.N.A.C.R., concrétisant durant toutes ces années sa volonté de travailler pour le devoir de mémoire. À son initiative, avec Jean Gautier comme secrétaire, il organisa une bibliothèque contenant de nombreuses archives sur la Résistance dans les locaux de la Place de Grève mis à disposition par la ville de Blois. Il était toujours présent aux manifestations patriotiques.

Bernard Rappoport, décédé à 99 ans le 8 février 2024, était né 5 février 1925 à Paris, dans une famille ayant fui l'antisémitisme sévissant alors dans l'Est de l'Europe, et qui hélas deviendra aussi une réalité meurtrière dans la France occupée par les nazis à partir de juin 1940. En 1942, son père Abraham et son frère aîné Max seront arrêtés et déportés à Auschwitz, où ils seront assassinés.

Le 29 juillet 1942, un mois après son père et quatre mois après son frère, Bernard se fait, durant la période de la «Rafle du Vel d'Hiv», lui aussi arrêté avec sa mère Berthe, laquelle lui intimera de fuir ; elle mourra aussi en déportation. Agé de 17 ans, il traversera la France à pied pour rejoindre son frère aîné René, alors garçon de café à Limoges, où Bernard va très tôt entrer dans la Résistance, il sera arrêté et un temps emprisonné.

À la fin de la guerre, il rencontre sa future épouse, Yolande Gerbaud («Yoyo»). Résistante rattachée à l'état-major au service des déchiffres des codes secrets ; ils se marieront en 1946. Il deviendra commerçant, sur les marchés puis dans un magasin de vêtements à la Châtre, dont il sera Conseiller municipal durant trois mandats, s'investissant dans les commissions d'ordre social. Il sera membre actif du Secours populaire pendant plus d'une dizaine d'années, militant au Mouvement pour la Paix et membre de l'ANACR, dont il sera pendant 16 ans président puis président d'honneur du comité local.

AVIS DE RECHERCHE

Écrivant l'histoire de ma famille, je recherche des traces de la mère de ma demi-sœur, «Capitaine Annick» dans la Résistance, Polonaise née Liliane BOFEL-KOWSKA. Elle dirigea les liaisons des M.U.R., puis de l'EM. FFI de la R.5. Puis elle commanda l'armée féminine 12^e Région. Elle était membre de l'ANACR. Toute aide me serait précieuse. Merci d'avance.

Contacteur Danièle ROUSSELIER
22, Boulevard Voltaire 75011-PARIS
Tél: 06 80 55 72 05
E-mail: danièle.rousselier@gmail.com

Je conduis une recherche sur la Résistante Delphine LE GALL née MORLAIS, née à Guingamp (22) en 1889 et morte à Ravensbrück en février 1945. Je m'étonne de ne pas la retrouver sur les différents sites, notamment «Mémoire des Hommes», et de ne disposer que de très peu de choses auprès du SHD (Caen).

Bien que son nom soit gravé sur le monument des Déportés de Guingamp, son état-civil ne mentionne pas sa mort en déportation. Comment procéder pour la faire mieux reconnaître? Je vous en remercie par avance.

Jean-Marie RENAULT
109, chemin de Toulven, 29000-QUIMPER
Tél: 06 80 65 24 00
E-mail: jmarie.renault@gmail.com

Je recherche des informations sur mon Grand-père, qui a été Résistant de la Seconde Guerre mondiale. Ayant participé à la libération de Paris. Il s'appelait Paul RICHARD, né le 11 mars 1926. Mon père m'a aussi appris qu'il avait fait partie de la Croix-Rouge durant la Guerre.

Contacteur Marvin RICHARD
4, Rue du Renom, 01100-OYONNAX
Tél: 06 15 20 14 54
E-mail: marvin.richard@outlook.fr

J'ai découvert le week-end dernier que mon grand-père paternel, Stélios SIMOUDIS, né le 03/11/1907 à Xifia en Grèce, qui habitait au 51 rue de la Harpe à PARIS, avait été FFI à Paris dans le V^e arrondissement, pendant la 2^e guerre mondiale (il a donc participé à la libération de Paris), afin d'en savoir plus sur ce à quoi mon grand-père a sans doute participé, etc.

Mon père ne m'en a jamais parlé, je le découvre (maintenant que mon père est décédé, et que je vide son appartement) et j'aimerais beaucoup en savoir plus.

Si quelqu'un peut m'aider dans cette quête d'information...

Contacteur Katia SARRODIE
46, rue Saint-Jacques,
41800-MONTOIRE-SUR-LE-LOIR
E-mail: katia@sarrodie.org

Avec l'association Movie Moon Production, nous souhaitons réaliser un documentaire sur une déportée résistante de la Somme, Geneviève GABARD née BLANDIN. Nous aimerions donc savoir si vous aviez éventuellement des documents d'archives sur cette femme, née le 16 juin 1913 et décédée en avril 1945 au camp de Ravensbrück. Pour retracer sa vie, nous recherchons également des informations sur

son mari, Robert GABARD, né à Fressenneville en 1899. Tous deux faisaient partie de la 3^e compagnie du Vimeu, dont elle était agent de liaison.

Contacteur François MOUILLARD
70B Route de Rouen,
80100-ABBEVILLE
Tél: 07 69 68 56 33
E-mail:
moviemoonproduction@gmail.com

Mes parents (BOUILLON Raymond et Marie-Louise née DONNET) ont fait de la Résistance dans la région de l'Oise. le chef de cette résistance était le Comte de Kersain. Auriez-vous des renseignements sur leurs parcours, des articles de journaux des témoignages ou autres? Je sais qu'ils avaient eu un diplôme de reconnaissance du Gouvernement américain pour avoir sauvé un aviateur.

Contacteur Raymonde LELAY
née BOUILLON
4, rue de la Durdent, 76133-ÉPOUVILLE
Tél: +33 66 30 59742
E-mail: raimonde.lelay@orange.fr

Travaillant sur un projet d'exposition autour de l'œuvre et de la vie de Louis MOURIER dit «MARIX», dessinateur satirique de presse (*l'Humanité*,...), notre arrière-grand-oncle, nous sommes à la recherche d'informations concernant l'activité dans la Résistance de Louis MOURIER «MARIX» et de son épouse, Joséphine MOURIER, née Chateouillot jusqu'à leur arrestation ensemble par la Gestapo à leur domicile 23 rue Emile Duployé, Paris 18^e, le samedi 22 février 1943. Déportés en 1943, Joséphine décédera à Ravensbrück en 1944, et Louis à Sachsenhausen, le 25 février 1945. Qui pourrait nous aider à retrouver ce que faisait le couple pour aider la Résistance parisienne, les circonstances de leur arrestation, et des informations relatives à leur emprisonnement au pénitencier de Sonnenburg, à Buchenwald puis Sachsenhausen pour lui, Fresnes, Compiègne, Romainville puis Ravensbrück pour elle?

Contacteur Pierre DELVA,
Association l'Imagerie
13 avenue Dugueyt-Jouvin,
38500-VOIRON
Tél: 06 76 43 63 40
E-mail: pierre.delva@foyer-image.com

Mon arrière-grand-père, Maurice VACHER, a reçu des décorations (croix de Guerre 14-18, 39-45; Légion d'honneur, Médaille de la Résistance...) ainsi que de nombreux hommages, dont une rue à son nom à Maringues (Puy-de-Dôme). Mon grand-père, Georges VACHER (1920, 2000), qui était domicilié à Pont-du-Château, fut lui aussi Résistant, maquisard, probablement opérateur radio, mais il n'a jamais reçu de reconnaissance publique... Nous avons en mémoire des lettres qu'il aurait pu échanger (Années 80 ???) pour éventuellement recevoir une carte d'ancien combattant et/ou faire falloir des droits. Ces lettres détaillent son parcours pendant les 4 années de guerre, mais nous ne retrouvons plus ces lettres. Y a-t-il trace d'échanges passés? Quelles sont les démarches pour y avoir accès. Existe-il un registre avec les faits de

guerre et les activités des anciens Résistants?

Contacteur Xavier LAURAND
47 Avenue de Lespinet,
31000-TOULOUSE
Tél: 06 50 48 00 21
E-mail: laurand.xav@gmail.com

Je fais des recherches sur mon père, Florencio GARCIA BERZUELA (1918-1965) En décembre 1939, il arrive au 22^e Régiment de marche de volontaires étrangers (RMVE) 3^e Bataillon 11^e Compagnie (adresse: 38^e Compagnie des Travailleurs Étrangers, Moselle) Affecté en mai 1940 au 22^e RMVE 11^e Compagnie Kaporal - 2^e Classe. En juin 1940, il est fait prisonnier à Péronne (Somme) et est détenu au Stalag XII-D situé à Trèves, au lieu-dit Petrisberg puis, en juillet 1940 (Matricule 65041) au Stalag XIII A Sulzbach-Rosenberg (Archives C.I.C.R.). En août 1940, départ du Stalag VII A Moosburg vers le Camp de Concentration de Mauthausen (Matricule 3544)

Florencio Garcia Berzuela est libéré le 5 mai 1945, hospitalisé en Suisse. (Liste CICR datée du 29-05-1945) et enfin rapatrié en France le 24 juillet 1945. Florencio a été démobilisé au Centre de Toulouse (numéro 13.266).

Contacteur François GARCIA
Rua 24 Junho N°89
Lugar da Lagarteira
3620-306 -MOIMENTA DA BEIRA
(Portugal)
Tél: 07 67 86 35 07
E-mail: fmgarcia06@hotmail.fr

Michel PODSELVER, né le 21 juin 1925 et résidant à Paris, 16 rue de la Glacière, 75013, menacé parce que Juif, avait fui avec ses parents en zone «libre», où la famille Filet, résidant au 8230 route de Pont-en-Royans, à Saint-Romans, leur loua une partie de leur maison. Durant le printemps et l'été 1944, il participa activement à la Résistance en rejoignant le maquis sous les ordres d'Eugène Chavant. Après la Guerre, bénéficiant d'une bourse, il put reprendre ses études, mais ne fit aucune démarche administrative de reconnaissance. Mes demi-frères, demi-sœurs et moi souhaiterions faire reconnaître la famille Filet comme «Justes», et pouvoir inscrire le nom de mon père dans le cimetière de Saint-Romans ou aux alentours. Qui pourrait m'aider dans cette démarche ou me rediriger vers les institutions ou personnes à contacter?

Contacteur Raphael PODSELVER
Siegfriedstrasse 12 - 10365
Berlin, Deutschland.
Tél: 0049(0)15164041117
raphael.fpodselver@gmail.com

Nous sommes un groupe d'étude de nos Déportés et Résistants. Nous apprécierions toute information sur ces personnes: Josep/José, JUANATI-GUILLEN (09/03/1915) Durro. Pere/Pedro, PEREGORT-MARTI. (28/06/1922). Boi/Bohi. Josep/José, SERRATREMOUSA. (30/12/1898). Boi/Bohi.

Ángel. CANUT-PALLAS (07/03/1899), Vilaller. Julio JOANIQUE-RIC. Durro. Magi/Magino PUYOL (12/04/1918), Barruera. Mariano CARILLA-ALBALA (11/11/1892), Lanaja. Felicidad/Felicité, GASSA-PORCAR. (25/12/1905), Pont de Suert. Joseph LACAYO (01-11-1905), Pont de Suert. Joseph PUJOL

(20-06-1904), Pont de Suert. Antoni/Antoine RICH (14-12-1896), Vilaller. Antoni/Antoine, GUILHEM (13-06-1903), Vilaller. Antoni/Antoine, ARRU (29-06-1912) Senet.

Contacteur Sabina LAPEDRA
C/ Santeta, 9 1r - 4a 25528-TAÛLL (Espagne)
Tél: 629720382
E-mail: sabinalagr@gmail.com

J'ai appris que mon arrière-grand-mère aurait été Résistante et aurait reçu un certificat en main propre du Général de Gaulle. Elle s'appelait Laure, Emilienne, Marguerite PASSEFORT née LEDOUX. Elle est née le 18 juin 1912 à Fumay. Elle est partie en exode à Issoudun. Elle est décédée le 26 août 1990 à Charleville-Mézières.

Qui pourrait m'aider dans mes recherches ?
Contacteur Elodie CLARENNE
2 allée René Cassin 94250 -GENTILLY
Tél: 06 71 74 34 80
E-mail: elodie-clarenne@hotmail.fr

J'effectue des recherches sur mon grand-père, Victor Martin, né le 19 janvier 1912, qui était un Résistant belge et l'un des premiers à avoir rapporté ce qui se passait à Auschwitz. Il a vécu à la fin de sa vie en France. Je souhaiterais savoir s'il existe des archives sur lui. Merci par avance pour toute aide.

Contacteur Coralie MARTIN
9 rue Nicolas-Flamel, 75004-PARIS
Tél: 06 29 67 52 15
E-mail: coralie.martin.pro@hotmail.fr

Je suis à la recherche d'informations sur mon père, Gilbert GYEJACQUOT dit le SANGLIER, né le 2 janvier 1925, Résistant dans l'Aube (10) blessé deux fois. Il est décédé en 1985, alors que j'étais trop jeune pour m'intéresser à son histoire. Si l'on peut m'aider... Merci par avance.

Contacteur Michelle BARRER
577, route du moulin de la raquette
71580-SAVIGNY-EN-REVERMONT
Tél: 03 85 74 43 57
E-mail: dbarrer71@orange.fr

Avec mon petit-fils, Gabin 11 ans sommes à la recherche de renseignements sur mon grand-père Georges Emile LENGELLE, né à Boves (80), le 23 mars 1887. Arrêté le 28 décembre 1942 à Boves pour détention d'armes. Déporté le 29/05/1943 à Hinzert et Lengebilau Allemagne, il est mort en déportation le 10 septembre 1944 à Lengebilau (Allemagne). Par qui pourrait-on savoir si Georges Emile Lengelle faisait partie de la Résistance du côté de Boves 80 vers 1942. Lengebilau n'existe pas en Alle-

magne? Ou peut-on savoir où il est enterré en Allemagne?

Contacteur Alain LENGELLE
E-mail: lengellealain@aol.com
Tél: 0641351217

112 rue Lamendin 62210-AVION

Je recherche des informations sur une dame grecque, Polymnia CAMARA, d'une famille famille alors riche et puissante ayant des liens forts avec la France. Polymnia rejoignit la Résistance française, fut arrêtée, incarcérée dans les prisons allemandes de Geilenkirchen et Cottbus, et finalement au camp de concentration de Ravensbrück, où elle mourut en mars 1945.

Je n'ai que très peu de renseignements sur son activité résistante en France. Selon une information – non confirmée – elle aurait été en contact avec une autre Résistante grecque de la Résistance française, Hélène Vagliano, qui sera parmi les «fusillés de l'Ariane» à Nice le 15 août 1944.

Qui pourrait m'en dire plus sur elle ?
Contacteur: Annita PANARETOU
95, Vas. Sofias Aven.,
ATHÈNES 11521. GRECE
Tél: 0030 6977897678
E-mail: annitapanaretou@hotmail.com

URGENT

Depuis la mi-mars 2020, la pandémie de Covid-19 a bouleversé notre vie familiale, notre vie professionnelle, notre vie sociale. Elle a hélas entraîné – et peut encore entraîner- la disparition de parents, d'amis, de collègues de travail, elle a conduit à la prise de mesures sanitaires restrictives qui ont affecté pendant cette longue période notre vie personnelle et collective.

Ainsi, en a-t'il été de la vie associative dans la période de confinement total, de restrictions de déplacement, de limitation de réunions. Cela conduisit à la décision obligée de reporter à juin 2022 le congrès de l'ANACR prévu initialement à octobre 2020.

Il en fut de même pour nombre de comités locaux et départementaux de l'ANACR qui ne purent se réunir, sauf parfois dans des conditions très restreintes, tout en assurant la représentation aux cérémonies (27 mai, 8 mai, 18 juin, Libération de Paris et des départements, cérémonie Fabien, cérémonie «Affiche Rouge»...).

Cela a retardé la collecte des cotisations annuelles, et leur transmission avec les abonnements au *Journal de la Résistance* – à la Direction nationale de l'ANACR, ce qui a ajouté aux **difficultés financières grandissantes inhérentes aux conséquences de l'évolution démographique négative de nos effectifs – notamment Résistant(e)s - 80 ans après la Libération.**

Nous rappelons qu'un don substantiel à la trésorerie nationale – en particulier de la part des comités départementaux ayant des réserves conséquentes - serait aussi une aide plus que bienvenue, car **l'ANACR nationale ne reçoit aucune subvention.**

C'est pourquoi est extrêmement précieuse l'aide apportée, en participant à la souscription nationale, par plusieurs comités locaux et départementaux de l'ANACR. Nous remercions chaleureusement ceux qui ont déjà fait ce geste à la mesure de leurs possibilités, ainsi que les Ami(e)s qui l'ont fait à titre personnel.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Comité départemental de l'Aisne: 100 €; Comité départemental des Alpes-de-Haute Provence: 500 €; Comité régional d'Alsace: 100 € + 200 €; Comité départemental de l'Ardèche: 1 000 €; Comité départemental de l'Ariège: 200 € + 431 €, Olivier Nadouze (Ariège): 200 €; Anonyme (Ariège): 100 €; Comité départemental de l'Aube: 130 € + 3 000 €; Comité départemental de l'Aude: 200 €; J. Misguich (13): 500 €; Rémy Perrot (Cher): 30 €; Comité Local de Saint-Maixent (Corrèze): 80 €; Comité départemental de Corse-du-Sud (A): 150 € + 150 € + 200 € + 150 €; Comité départemental de Haute-Corse: 500 €; Comité départemental des Côtes-d'Armor: 1 000 € et + 3 500 €; Comité départemental de la Creuse: 50 €+100 €; Comité local de Fursac (Creuse): 50 €; Comité local de Montignac (Dordogne): 200 €; Anonyme: 100 (Dordogne); Dominique Eyraud-Boucharel 107 € (Dordogne); Annie Pez (Drôme): 150 €; Anonyme (Drôme): 500 €; Comité départemental du Finistère: 300 €; Comité local de Barjac (Gard): 500 €; Comité départemental de Haute-Garonne: 500 €; Comité départemental du Gers: 300 €; Serge Michaud (Gironde): 300 €; Comité départemental de l'Indre: 50 € + 50 € + 200 €; Comité de Neuvy-Saint-Sépulchre (Indre): 200 €, Georges Lasserre (Indre): 30 €; Comité départemental de l'Indre-et-Loire: 100 €; Comité départemental de l'Isère: 200 € +150 €; Comité départemental des Landes: 400 €; Comité départemental du Loir-et-Cher: 500 € + 500 €; Jacques Chantre (Lot-et-Garonne): 100 €; Comité départemental de Lozère: 200 €; Marianne Pernet (51): 60 €; Marie-Claude Boussard (Nièvre): 80 € + 100 €; Francis Chevalier (Nord): 70 €; Comité départemental de l'Oise: 500 €; Comité départemental du Pas-de-Calais: 200 € +100 €; Jean Gouillardon (63): 85 €; Comité départemental des Hautes-Pyrénées: 1 000 € + 500 € + 1 000 €; Comité ANACR du Conflent (66): 100 €; Comité départemental de Haute-Saône: 150 €; Comité départemental de Savoie: 500 €; Comité départemental de Haute-Savoie: 1 000 €; Albert Goldstein (Paris): 50 €; Janine Mottet (Seine-Maritime): 100 €; ANACR-Yvelines: 800 €; Comité du Tarn: 300 €; Jean Michel (83): 500 €; Comité départemental du Vaucluse: 200 €; Comité local de Pernes-les-Fontaines (84): 200 €; Comité local de Bollène (84): 200 €; Comité local de Valréas (84): 250 € Comité départemental de Haute-Vienne: 200 €; Anne-Marie Montaudon (Haute-Vienne): 200 €; Comité local de Châteauneuf-la-Forêt: 150 €; Comité local de Couzeix-Chapdelat (87): 100 €; J.V. (Essonne): 150 €; Comité départemental des Hauts-de-Seine: 100 € + 30 €; Jean-Pierre Figières (92): 30 €; Jean-Paul Marie: 200 € (93); Comité départemental ANACR du Val-de-Marne: 1 500 € + 1 000 €; Libération Nationale PTT: 200 € +300 € et 200 €. **Total: 30663 €.**

RÉSISTANTS

Hors-série du Monde, divers auteurs

Les 80^{es} anniversaires des Débarquements de Normandie et de Provence, des combats de la Libération de la France et de l'insurrection nationale qui l'accompagna, joints à la Panthéonisation de Missak Manouchian faisant entrer avec lui les Résistants étrangers et communistes dans le temple des Grands hommes – et femmes – auxquels la Patrie est reconnaissante, ont et vont susciter une grande production d'articles et ouvrages leur étant consacrés, par les maisons d'édition mais aussi par nombre de revues historiques ; et même par de grands journaux d'information, nationaux et régionaux, éditant des plaquettes et des «hors-série» dédiés.

Ainsi, le Journal «le Monde» a publié un «hors-série» faisant appel à des historiens spécialisés sur divers aspects de la Résistance voire plus spécifiquement sur cette période de la Libération.

La publication s'ouvre sur un entretien avec Denis Peschanski, qui évoque le chemin parcouru pour aboutir à la décision de faire entrer Missak Manouchian au Panthéon et sa signification : avec Manouchian, c'est l'ensemble des étrangers ayant participé à la Résistance française qui se trouve ainsi mis à l'honneur, «dans une perspective universaliste, à l'opposé de l'assignation identitaire...». Ce que l'ANACR ne manque d'ailleurs pas de rappeler lors de l'hommage annuel à Manouchian et à ses camarades de six nationalités qu'elle organise au cimetière d'Ivry, lieu de leur sépulture. Soulignons aussi l'éclairage documenté qu'apporte Peschanski sur les circonstances de leur arrestation, en faisant justice de spéculations ne relevant pas seulement que d'une insuffisance de rigueur historique.

Fabrice Grenard, directeur scientifique de la Fédération de la Résistance, évoque les différentes étapes de la Résistance, notamment de l'été 1940 à l'attaque nazie contre l'URSS en 1941, puis à l'invasion en novembre 1942 de la zone sud suite au débarquement allié en Afrique du Nord, ainsi qu'à la formation du CNR en mai 1943. Il aborde la place des étrangers dans la Résistance, celle des femmes, le rôle des maquis, le rôle militaire de la Résistance, la répression contre les Résistants, les circonstances de l'arrestation de Jean Moulin...

Notons la place faite par l'article de Cathy Rémy aux «combats méconnus des dissidents d'outre-mer», de Gadeloupe, Martinique et Guyane ; un peu moins méconnus d'ailleurs depuis le dossier leur étant consacré dans le numéro précédent du... «Journal de la Résistance».

Claude Collin évoque les FTP-M.O.I., en régions lyonnaise et grenobloise, des groupes «Carmagnole» et «Liberté», leur composition, leur organisation, leurs combats. Yves Borde-nave évoque la Résistance toulousaine, la figure de Marcel Langer, les rôles de Serge Ravanel, de Jean-Pierre Vernant...

Claire Andrieu s'interroge et s'inquiète quant à la poursuite des travaux de recherche sur la Résistance, elle s'inscrit en faux contre la thèse de la France «collabo», elle évoque la nature combinée de mouvement national, de mouvement politique et de mouvement social de la Résistance, son évolution vers la gauche, face notamment aux Etats agresseurs dirigés par l'extrême-droite ; aussi au pouvoir à Vichy.

Quant à l'article pertinent d'Olivier Wieworka sur le rôle des services secrets alliés, documenté sur le S.O.E. britannique, il ne peut que conduire à rechercher des compléments



sur l'O.S.S. américain, ainsi que sur les S.R. en France des gouvernements belge et polonais en exil ; et encore plus sur les services secrets soviétiques, même si les articles de Serge Enderlin sur Sandor Raab, et de Jean-Charles Szurek sur Gabriel Ersler et Robert Beck, sont une utile introduction, qu'auraient pu compléter quelques lignes sur Trepper et l'«Orchestre rouge».

Mentionnons aussi les études sur les problèmes de l'armement des maquis, sur le noyautage de l'administration pétainiste, sur l'avenir des archives de la Résistance, les biographies de Laure Diebold, Mariano Pena, Rino della Negra, Jean Frydman, Dominique Schwab...

On peut regretter que – comme c'est plus que souvent le cas – soit oubliée, dans l'utile orientation bibliographique concluant l'ensemble, «La Résistance, Chronique illustrée 1930-1950», d'Alain Guérin, publiée en 6 volumes au livre-club Diderot (1970-1976, réédition des textes en 2000-2002), dont certes l'auteur n'est pas un historien, mais dont l'apport, à la forme s'écartant des codes de l'historiographie classique, n'en a pas moins, en faisant appel à plus de 400 témoins, été important pour la connaissance.

Cette réserve faite, soulignons l'intérêt et la qualité de ce hors-série du «Monde». Et puis, ayons en mémoire cette maxime de Beaumarchais, «sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur...».

«RÉSISTANTS», avec de nombreux auteurs, contributeurs et témoins, parmi lesquels Michel Lefebvre Denis Peschanski, Zoé Grunberg, Astrig Atamian, Claude Collin, Fabrice Grenard, Olivier Wieworka, Raphaële Balu, Laurent Joly, Claire Andrieu, Yann Potin... 98 pages. Hors-série du Monde, février-avril 2024. 11,50 €.

PLAQUE-SOUVENIR

rappelle l'appartenance à la Résistance et à l'ANACR
Contacter STRATI - LUX, Gilles OPPZI
11, lotissement Prê Colin, Chalet le Boréon 01460-PORT
Tél : 06 08 99 46 60 ou 04 74 76 14 77 (de 12 à 14 h)
E-mail : contact@stratlux.fr - site : http://www.stratlux.fr

80^{ES} ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S
e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 15 €
Etranger 17 €
Abonnement de soutien 30 €
Le numéro 4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Charles SANCET
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au Journal de la Résistance (4 n^{os} par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS